



BAD

2015
www.afdb.org

Document de travail

Série sur les notes de politiques en Afrique du Nord

CONTENU

- 1 – Introduction p.2
- 2 – Faits stylisés p.5
- 3- Méthodologie et données p.15
- 4- Résultats empiriques p.17
- 5- Décomposition de la croissance du PIB p.22
- 6- Conclusion et recommandations en matière de politiques p.25
- Références p.27
- Appendices p.29

Jacob Kolster
Directeur ORNA
j.kolster@afdb.org
+216 7110 2065

Volume du commerce et croissance économique dans la région MENA : biens ou services ?

Messages clés

- Les barrières commerciales relativement importantes dans la région ont non seulement un effet négatif sur le commerce des services, mais aussi sur la compétitivité du secteur manufacturier, d'autant plus que certains services, en particulier le transport et les télécommunications, ainsi que les services financiers, complètent la production et l'exportation des biens.
- L'étude souligne bien que le commerce des services et celui des biens ont pour effet d'augmenter le produit intérieur brut. En effet, l'ouverture de la politique commerciale et l'augmentation des ratios des volumes des échanges au produit sont corrélés positivement à la croissance.
- L'effet du commerce des biens semble être plus marqué que celui des services. Ce constat s'explique par le fait que la région MENA a largement libéralisé le commerce des biens, mais les échanges de services demeurent confrontés à plusieurs obstacles et contraintes qui en limitent considérablement les effets sur la croissance.
- L'interaction entre le commerce des biens et celui des services est négative, ce qui indique que plus le commerce des biens est important, plus l'effet marginal du commerce des services sur la croissance dans la région MENA est faible. Ce résultat est surprenant, compte tenu de la complémentarité qui existe entre le commerce des biens et celui des services. L'inefficacité de la plupart des services fournis par le secteur public et le coût élevé des services de base essentiels, notamment le transport, les télécommunications, le stockage et la distribution, sont des facteurs importants qui augmentent le coût des exportations de la région MENA (services et produits manufacturés) et entravent le développement du commerce dans cette région.

Ce document a été préparé par Fida Karam (Université du Golfe de la science et de la technologie, Koweït) et Chahir Zaki (Faculté d'économie et de sciences politiques, Université du Caire, Égypte), sous la supervision de Vincent Castel (Économiste pays en chef, ORNA) et Sahar Rad (Économiste principal, ORNA). Le document a été finalisé avec l'aide éditoriale de Nice Muhanzu (Économiste au Département Afrique du Nord de la BAD). L'orientation générale a été reçue de Jacob Kolster (Directeur, ORNA).

1. Introduction

Si il est vrai que l'importance croissante des services dans l'économie est reconnue, ce n'est que récemment que la littérature internationale a commencé à étudier les relations entre le commerce des services et la croissance. Pendant longtemps, on s'est plutôt attaché à étudier la relation entre le commerce des biens et la croissance, sans aboutir à un consensus empirique¹. Il ne serait pas déraisonnable d'avancer que certains services, à l'instar de certains biens, recèlent des possibilités de stimuler la croissance. La principale fonction d'un grand nombre de services en rapport avec la croissance économique globale consiste à accroître la valeur des produits manufacturés et à coordonner les chaînes de valeur mondiales. Ainsi, les barrières au commerce des services peuvent s'étendre à d'autres activités et compromettre la compétitivité de l'ensemble de la chaîne de l'offre. Pour cette raison, les restrictions au commerce des services ont retenu l'attention des négociateurs spécialisés dans ce domaine. Un nouveau volet de la littérature montre que les pays dont le marché des services est ouvert tendent à être plus compétitifs dans le secteur manufacturier (François et Woerz, 2008 ; Nordas, 2010), et que la réforme du secteur des services est liée aux gains de productivité dans les entreprises de production en aval (Arnold et al., 2011).

Ce document examine les effets du commerce des biens et des services sur la performance économique des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA). En fait, la libéralisation du commerce devrait stimuler la croissance économique comme suit : premièrement, d'après Chaffour (2012), le commerce permet d'augmenter la productivité à travers une répartition plus efficace des ressources, des économies d'échelle, une concurrence accrue, des taux d'accumulation du capital et des progrès techniques plus rapides, ainsi qu'une meilleure circulation des idées, du savoir et des innovations à partir de l'extérieur. Deuxièmement, le commerce aidera probablement les pays à intégrer la chaîne de valeur mondiale, à se diversifier et à améliorer leur capacité de résistance aux chocs extérieurs. En revanche, si les gouvernements décidaient d'appliquer des mesures restrictives, les opportunités commerciales seraient réduites, le coût des intrants augmenterait et la création d'emplois serait limitée. En outre, les consommateurs auraient un

choix limité, ce qui se répercuterait sur leur bien-être, et les sources de rente ainsi que les comportements rentiers iraient en s'amplifiant. Il convient de signaler que les pays hautement performants, autrement dit les pays qui ont connu une croissance de 7 % ou plus pendant 25 ans, ou même plus longtemps, depuis 1950, ont mis à profit l'économie mondiale pour augmenter la productivité grâce au commerce, aux IDE, à la circulation de la technologie et à la migration (Commission de la croissance, 2008).

Même si la région a enregistré des progrès dans la libéralisation du commerce des biens, elle est considérée comme l'une des plus restrictives pour le commerce des services avec des valeurs relativement élevées de l'indice de restrictivité du commerce des services (Brochert et al, 2012), ce qui révèle l'existence de sérieux problèmes de compétitivité. De fait, l'inefficacité des services fournis essentiellement par le secteur public et le coût élevé des services d'infrastructure essentiels, notamment le transport, les télécommunications, le stockage et la distribution, jouent un rôle important dans l'augmentation du coût des exportations de la région MENA (services et produits manufacturés) tout en limitant l'expansion du commerce dans cette région.

En raison de la difficulté à mesurer le degré d'ouverture, les chercheurs ont mis au point des indicateurs créatifs, mais parfois complexes, et la plupart des études empiriques sur la croissance ont apporté une réponse favorable à la libéralisation du commerce (Ben-David, 1993 ; Dollar, 1992 ; Edwards, 1998 ; Harrison, 1996 ; Lee, 1993 ; Sachs et Warner, 1995 ; Wacziarg, 1998). Cependant, Rodriguez et Rodrik (2001) ont attiré l'attention sur le fait que les données transnationales disponibles doivent être interprétées avec prudence, en raison des problèmes liés aux erreurs de spécification ou de l'utilisation d'indicateurs d'ouverture qui concernent d'autres variables relatives aux politiques ou aux institutions qui ont un effet négatif indépendant sur la croissance. Le débat semble encore ouvert et les analyses comparables de l'effet de la libéralisation du commerce des services sur la croissance économique sont rares, en raison notamment du manque de données sur les indicateurs de la libéralisation du

¹ La théorie néo-classique de la croissance soutient que la stabilité du taux de croissance de la production est déterminée de manière exogène et n'est donc pas influencée par les politiques commerciales. Dans les modèles de croissance endogène, la libéralisation du commerce ne produit des effets positifs sur la croissance que si elle favorise les secteurs qui encouragent une croissance à plus long terme. Voir Baldwin (2004) et Rodriguez et Rodrik (2001) pour une revue de la documentation pertinente.

commerce des services et de l'ouverture. Dans la plupart des cas, le mieux que l'on puisse faire, ce sont des analyses transversales des services dans les domaines des finances, du transport et des télécommunications. La littérature disponible révèle une association positive entre l'ouverture financière et la croissance (François et Schuknecht, 1999 ; Eschenbach et François ; 2006 ; Bayraktar et Wang, 2006), même si les variables dépendantes et les indicateurs d'ouverture financière varient selon les études en fonction de la disponibilité des données. Mattoo et al. (2006) proposent une mesure de l'ouverture du régime des services des pays axée sur la politique pour deux secteurs de services essentiels, à savoir les télécommunications de base et les services financiers. Ils montrent l'existence d'une relation positive statistiquement robuste entre l'ouverture dans les services financiers et de télécommunication et la croissance à long terme. Eschenbach et Hoekman (2006) utilisent trois indicateurs de la politique dans les services bancaires, les autres services financiers et l'infrastructure et montrent que les mesures de la politique de réforme des services étaient fortement liées à la performance postérieure aux années 1990 de 20 pays en transition. Une autre partie de la littérature porte sur l'effet des services de transport, de communication et de distribution sur la croissance, à travers leur impact sur les coûts du commerce induits par le transfert des biens du lieu de leur production à celui de la consommation. Elle montre que l'infrastructure est un déterminant important des niveaux d'exportation, des possibilités d'exportation (François et Manchin, 2007) et de la compétitivité des exportateurs potentiels (Djankov, Freund et Kong, 2006). Une nouvelle tendance de la littérature spécialisée examine l'effet de la libéralisation des services sur la productivité des entreprises de production. Arnold et al. (2011) ont mis en relief une relation positive forte entre les IDE dans les services et la croissance de la productivité totale des entreprises de production en République tchèque. Arnold et al. (2012) ont montré qu'il existait une importante relation positive entre les réformes des politiques relatives aux banques, aux télécommunications et au transport en Inde et la productivité des entreprises du secteur manufacturier.

La région MENA a été largement négligée dans la littérature relative au commerce et à la croissance, exception faite de quelques articles sur les déterminants de la croissance dans la région qui ne mettent pas l'accent sur le commerce des services (Nabli et Veganzones-Varoudakis, 2004). L'intérêt pour le commerce des services dans la région MENA

est à la fois opportun et impératif. De fait, le rapport de septembre 2011 de la Banque mondiale sur le développement et les perspectives économiques de cette région souligne que le secteur des services a été une importante source de croissance de la valeur ajoutée et de création d'emplois dans les pays de la région MENA durant la deuxième moitié des années 2000, aussi bien dans les pays exportateurs de pétrole que dans les autres. Le présent document examine les effets du commerce des services et de celui des biens sur les résultats de la croissance dans les pays de la région MENA. En raison de la pénurie de données relatives à cette région, nous sommes limités dans le choix de la variable dépendante et des variables explicatives concernant le commerce des biens et services. On a utilisé le PIB réel comme variable dépendante, parallèlement aux volumes des échanges commerciaux², et les déterminants de la croissance théoriques comme variables indépendantes. Nous avons réalisé deux séries de régressions pour la période 1960-2011 aux niveaux macroéconomique et sectoriel, puis nous sommes allés plus loin en décomposant la croissance du PIB pour distinguer les contributions respectives du commerce des services et de celui des biens.

Cette étude revêt d'autant plus d'importance que l'on prend en compte l'impact des récents soulèvements en Afrique du Nord sur les politiques commerciales et, partant, sur les exportations, les importations et la croissance. En fait, au lendemain de ce que l'on a appelé le Printemps arabe, plusieurs pays d'Afrique du Nord, notamment l'Égypte, la Tunisie et le Maroc, ont appliqué différentes mesures protectionnistes. À titre d'exemple³, d'après l'OMC, les autorités égyptiennes ont mené plusieurs enquêtes antidumping sur la Chine (dalles en PVC) et l'Inde (stylos). Par ailleurs, le gouvernement égyptien a imposé des exigences supplémentaires pour les importations de textiles, de vêtements, de cuir, de chaussures et de sacs, à savoir un certificat d'inspection garantissant la conformité avec les normes nationales. Le gouvernement égyptien a également imposé des droits d'exportation à d'autres produits, en l'occurrence le marbre, le granite, diverses formes de plomb, ainsi que les déchets de plastique et de papier. Enfin, une interdiction temporaire a été imposée aux importations de coton brut jusqu'à la vente de la récolte locale. Au Maroc, les autorités ont entrepris plusieurs enquêtes antidumping sur le Danemark (insuline), le Portugal (papiers), les États-Unis (PVC), ainsi que l'Union européenne et la Turquie (acier laminé à chaud). Le Maroc a également institué des procédures temporaires de surveillance des importations de

² La nouvelle base de données sur l'indice de restrictivité du commerce publiée par la Banque mondiale aurait été utilisée pour évaluer la politique commerciale si elle avait été disponible sur une longue durée dans tous les pays de la région MENA.

³ Ces mesures ont été reprises, pour la plupart, du site Web Global Trade Alert qui fournit des informations en temps réel sur les mesures publiques prises durant la récession mondiale qui sont susceptibles d'influer sur le commerce extérieur.

contreplaqué de Chine. Il a aussi imposé une déclaration préliminaire d'importation (procédures temporaires de surveillance des importations) pour les carreaux, dalles et cubes en céramique. Il va sans dire que ces mesures non tarifaires ont exacerbé les effets négatifs des soulèvements politiques sur le commerce et, par conséquent, sur la croissance des économies de ces pays. Pour toutes ces raisons, il faut œuvrer sérieusement à réduire les barrières tarifaires et non tarifaires qui entravent le commerce et la croissance dans les pays d'Afrique du Nord.

Les résultats font ressortir un lien positif entre le PIB réel et le commerce des services et celui des biens. Le terme de l'interaction entre le commerce des biens et celui des services est négatif, ce qui tend à indiquer que l'effet marginal du commerce des services sur le PIB réel est inversement proportionnel à l'augmentation du

commerce des biens. Cependant, l'effet global du commerce des services sur le PIB réel est positif. La décomposition de la croissance du PIB révèle un effet plus marqué du commerce des biens, même si celui du commerce des services est important, et plus marqué que celui de la scolarisation dans l'enseignement supérieur dans la plupart des pays.

Le présent document s'articule comme suit :

La 1^{re} partie explique comment le commerce peut améliorer la croissance économique; la 2^e partie examine l'évolution de la croissance et du commerce dans la région MENA au fil du temps ; la 3^e partie décrit la méthodologie adoptée ainsi que les données ; la 4^e partie analyse les résultats ; la 5^e partie présente la décomposition de la croissance du PIB et la 6^e partie présente la conclusion et formule quelques recommandations en matière de politiques.

2. Faits stylisés

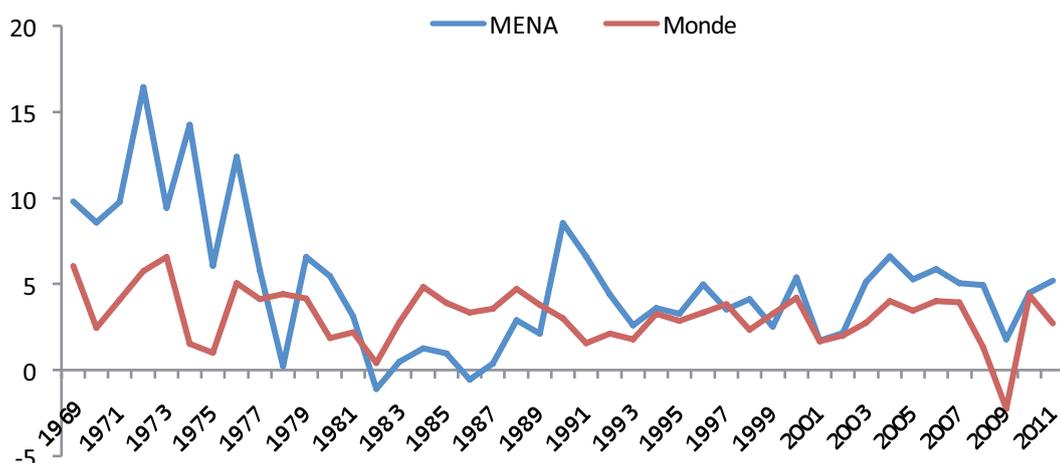
Durant la période 1969 - 2011, la croissance économique dans la région MENA a suivi, dans une certaine mesure, le modèle de croissance de l'économie mondiale, avec une période de croissance relativement forte durant les années 1970, qui a été suivie d'un ralentissement de l'activité économique durant les décennies suivantes. L'amélioration de la croissance dans les pays de la région MENA durant les années 1970 s'explique, en grande partie, par la hausse des prix de l'énergie exportée. Cette situation s'est inversée durant les années 1980 sous l'effet de la récession mondiale du début de la décennie qui a touché plus particulièrement la région MENA (Figure 1).

La forte instabilité est une caractéristique frappante de la croissance de la région MENA. Elle a été particulièrement marquée jusqu'au début des années 1990 par rapport à la moyenne mondiale. On pense qu'elle est étroitement liée au fait que les économies des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord sont fortement concentrées dans quelques

secteurs, ce qui explique leur vulnérabilité aux chocs extérieurs. En effet, les deux tiers de ces pays dépendent du secteur du pétrole qui constitue leur principale source de revenu et représente entre 60 et 90 % de leurs recettes d'exportation et plus de 60 % de leur PIB. En raison de cette forte dépendance à l'égard du pétrole, la région MENA a été constamment exposée aux chocs commerciaux et à une forte instabilité de la croissance au fil du temps.

Le tableau 1 montre que les résultats de la croissance des pays de la région MENA a été moins touchée par la crise financière de 2008 que les autres régions, notamment l'Asie orientale et le Pacifique, l'Europe et l'Asie centrale, l'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi que l'Amérique du Nord, qui ont toutes enregistré des taux de croissance négatifs en 2009. La région MENA est sortie de la crise financière en même temps que l'économie mondiale. La croissance économique a été positive en 2010 et 2011 et a atteint près de 5 % après être tombée à 1,77 % en 2009.

Figure 1 : Croissance du PIB dans la région MENA (1969 – 2011)



Source : World Bank, World Development Indicators database online, 2012.

Au niveau des pays, la sortie de crise a été fonction de la situation initiale de l'économie. Le tableau 1 montre que les pays du CCG furent les premiers à connaître une reprise, étant donné que les prix du pétrole étaient repartis à la hausse et que le secteur financier du CCG se stabilisait. Au Koweït, la croissance a atteint 8,19 % en 2010, affichant une reprise remarquable par rapport au taux de 5,5 % de

2009. Le Qatar a enregistré un taux de croissance à deux chiffres depuis 2006 (18,6 %), avant de ralentir en 2009 (12 %) puis de rebondir à 18,8 % en 2011. Aux Émirats arabes unis, la reprise a été plus lente que dans les autres pays du CCG, en raison du niveau élevé de la dette et de l'instabilité du marché de l'immobilier, et n'a atteint que 1,43 % en 2010, après une période de croissance négative

de -1,61 % en 2009. Contrairement aux autres pays du CCG, la croissance au Yémen a fortement baissé, tombant de 7,7 % en 2010 à -10,48 % en 2011, en raison de la crise politique qui a freiné les investissements (notamment le programme d'investissements publics) et de l'incapacité de certains opérateurs privés à assumer le coût des produits dérivés du pétrole ou des générateurs privés pour produire de l'électricité.

Les pays en développement exportateurs de pétrole (notamment l'Algérie et l'Iraq) ont également subi les effets de la crise avant de connaître une reprise, grâce essentiellement aux prix du pétrole, en raison de la faible intégration de leurs secteurs bancaires respectifs aux marchés financiers mondiaux (Banque mondiale, 2010). Le taux de croissance de l'Iraq a atteint 9,9 % en 2011.

Les pays importateurs de pétrole ont été indirectement touchés par la crise en raison de leurs relations avec les principaux marchés, notamment l'Union européenne et les pays du CCG, à travers le commerce, les transferts de fonds et les flux des investissements directs étrangers (Banque mondiale, 2010).

La reprise dans les pays du CCG a produit des effets sur d'autres pays de la région, en particulier ceux avec lesquels ils ont des relations économiques étroites à travers le commerce, les transferts de fonds et les relations financières. Il s'agit de Djibouti, de la Jordanie et du Liban. Cependant, la faiblesse de la reprise dans la zone euro a produit un effet inverse en tirant la croissance vers le bas à court terme, en particulier dans les pays qui ont des liens étroits avec les marchés de l'UE (Jordanie, Maroc, Liban et Tunisie). Le tableau 1 montre que Malte et Israël ont été les plus touchés par la crise, avec un taux de croissance négatif de 2,65 % pour le premier, et un taux proche de zéro (0,84 %) pour le second en 2009. Par contre, le Liban a enregistré un fort taux de croissance de 8 à 9 % après la guerre de 2006 et jusqu'en 2010, avant de connaître un taux beaucoup plus faible, de 3 % seulement en 2011, en raison notamment de l'instabilité politique.

Pratiquement tout le monde s'accorde à reconnaître que les pays de la région MENA doivent s'appuyer sur des sources de croissance moins instables qui les prémuniraient des chocs extérieurs. La littérature empirique récente sur la croissance propose une longue liste de déterminants de la croissance, notamment l'ouverture du commerce. Les données des indicateurs du développement dans le monde, 2012 montrent que la part du commerce dans le PIB de la région MENA a sensiblement augmenté entre 2004 (79 %) et 2008 (96 %), avant de retomber à 72 % durant la crise financière en 2009 et de remonter de nouveau à 84 % en 2010. La figure 2 montre qu'en 2010, la part du commerce dans le PIB de la région MENA a été supérieure à celle des autres régions, qu'elles soient développées comme l'Amérique du Nord (31 %) ou en développement comme l'Afrique subsaharienne (65 %), mais ce constat s'explique, en grande partie, par les exportations de pétrole. Il convient de noter que le commerce de la région MENA, pétrole non compris, correspond à peu près à la moyenne mondiale, mais les exportations proprement dites sont en deçà de la moyenne mondiale. Behar et Freund (2011) montrent que, compte tenu du PIB, de la distance et de plusieurs autres facteurs, les échanges commerciaux d'un pays type de la région MENA sont insuffisants et que les exportations vers le monde extérieur ne représentent qu'un tiers des potentialités. Cependant, le volume du commerce au sein de la région est, sous certaines conditions, supérieur à celui des échanges en dehors de la région. Ces résultats valent pour les exportations totales, les exportations hors ressources naturelles et les exportations hors pétrole.

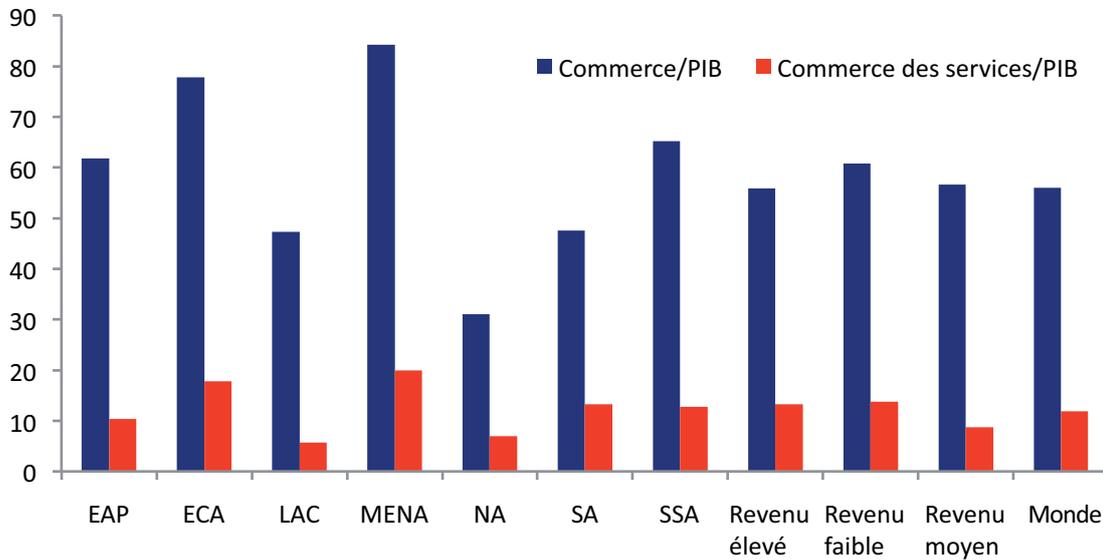
La part du commerce des services dans le PIB de la région MENA est faible à environ 20 %, même si ce pourcentage est supérieur à celui des autres régions, développées et en développement (figure 2). La part des exportations dans le PIB est beaucoup plus faible avec 7,6 %, même si elle dépasse celle des autres régions ainsi que la moyenne mondiale (figure 3). Certains secteurs, notamment le tourisme, le transport et les services de télécommunication, constituent les facteurs déterminants de ce fait stylisé (les calculs ont été faits par les auteurs à partir du site trademap.org).

Tableau 1 : Croissance du PIB en pourcentage, par pays (2000 - 2011)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Asie orientale et Pacifique	4,17	1,95	2,94	3,67	4,63	4,08	4,85	5,69	2,49	-0,31	6,72	3,37
Europe et Asie centrale	4,11	2,08	1,60	1,72	3,01	2,40	3,68	3,54	0,60	-4,40	2,53	1,95
Amérique latine et Caraïbes	3,98	0,50	-0,29	2,12	6,00	4,76	5,72	5,68	4,09	-1,67	6,00	4,63
MENA	5,38	1,72	2,14	5,14	6,62	5,26	5,85	5,05	4,95	1,77	4,48	5,19
Amérique du Nord	4,25	1,14	1,90	2,51	3,45	3,07	2,67	1,93	-0,29	-3,48	3,03	1,75
Asie du Sud	4,23	4,44	3,84	7,30	7,59	8,71	8,65	9,00	3,88	7,43	8,69	6,42
Afrique subsaharienne	3,63	3,77	3,44	4,17	6,11	6,02	6,30	6,59	5,08	2,15	4,95	4,15
Revenu élevé	3,93	1,37	1,59	2,09	3,16	2,53	2,93	2,65	0,06	-3,75	3,28	1,54
Revenu faible	3,51	5,22	3,23	3,84	6,11	7,00	6,24	6,32	5,74	4,66	6,05	5,98
Revenu moyen	5,43	3,05	3,77	5,58	7,53	7,24	8,17	8,71	5,75	2,64	7,71	6,33
Pays de la région MENA												
<i>Exportateurs de pétrole</i>												
Algérie	2,20	2,60	4,70	6,90	5,20	5,10	2,00	3,00	2,40	2,40	3,30	2,50
Bahreïn	5,30	4,60	5,26	7,20	5,60	7,80	6,70	8,34	6,30	3,10	4,50	
Iran	5,14	3,67	7,52	7,11	5,08	4,62	5,89	7,82	2,30	1,80		
Irak	-4,30	-6,60	-7,80	-41,30	46,50	-0,70	6,20	1,50	9,50	4,20	0,84	9,90
Koweït	4,69	0,73	3,00	17,32	10,20	10,60	5,20	4,37	4,97	-5,15	3,41	8,19
Libye	3,70	-4,30	-1,30	13,00	4,40	9,90	5,90	6,00	3,80	2,10		
Oman	5,40	7,48	2,57	0,30	3,40	3,99	5,50	6,80	12,80	1,10	4,00	5,50
Qatar		3,33	7,13	3,49	20,84	7,60	18,60	18,00	417,70	12,00	16,60	18,80
Arabie saoudite	4,86	0,55	0,13	7,66	5,27	5,55	3,16	2,02	4,23	0,10	4,64	6,77
Syrie	2,74	5,20	5,90	0,60	6,90	6,20	5,00	5,70	4,50	6,00	3,20	
Émirats arabes unis	10,85	1,40	2,43	8,80	9,57	4,86	9,91	3,21	3,29	-1,61	1,43	4,90
Yémen	6,18	3,80	3,94	3,75	3,97	5,59	3,17	3,43	3,65	3,87	7,70	-10,48
<i>Importateurs de pétrole</i>												
Djibouti	0,42	2,05	2,62	3,20	3,83	3,17	4,80	5,10	5,80	5,00		
Égypte	5,37	3,54	2,37	3,19	4,09	4,47	6,84	7,09	7,16	4,69	5,15	1,80
Israël	9,25	-0,22	-0,58	1,51	4,84	4,94	5,59	5,50	4,03	0,84	4,85	4,71
Jordanie	4,24	5,27	5,79	4,18	8,56	8,12	8,11	8,18	7,23	5,48	2,31	2,59
Liban	1,34	3,95	3,37	3,24	7,48	1,00	0,60	7,50	9,27	8,50	7,00	3,00
Malte	6,77	-1,55	2,81	0,13	-0,50	3,67	2,22	4,28	4,36	-2,65	2,71	2,10
Maroc	1,59	7,55	3,32	6,32	4,80	2,98	7,76	2,71	5,59	4,76	3,68	4,55
Tunisie	4,30	4,85	1,70	5,47	5,96	4,00	5,65	6,26	4,52	3,10	3,00	-1,80
Cisjordanie et Gaza	-5,55	-14,79	-10,08	6,11	6,24	6,28						

Source : Banque mondiale, base de données en ligne des indicateurs du développement dans le monde, 2012.

Figure 2 : Commerce en pourcentage du PIB, 2010

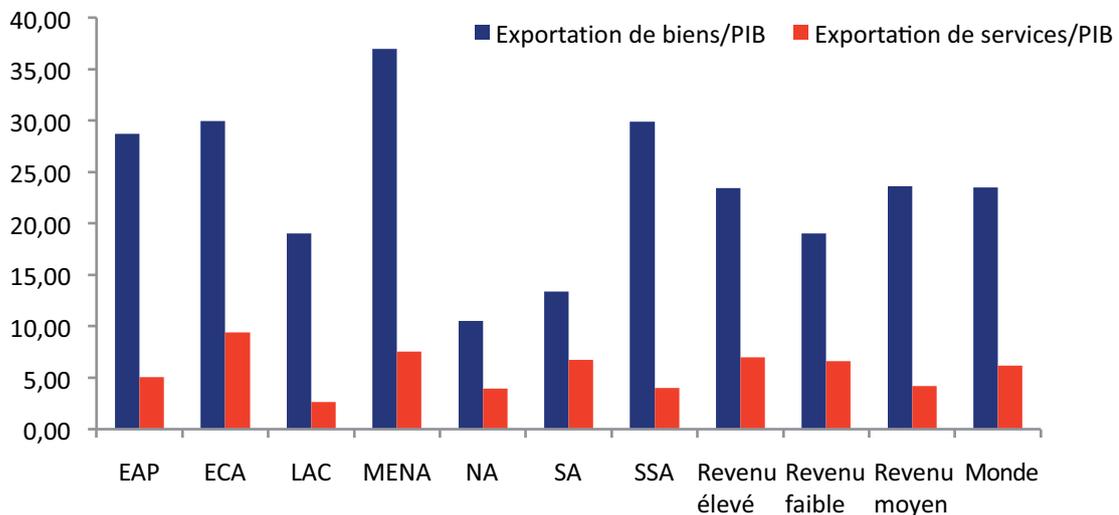


Source : Banque mondiale, base de données en ligne des indicateurs du développement dans le monde, 2012.

Note : (i) Le commerce est la somme des exportations et des importations divisée par la valeur du PIB, le tout en dollars EU courants.

(ii) ALC : Amérique latine et Caraïbes ; AN : Amérique du Nord ; AOP : Asie orientale et pacifique ; AS : Asie du Sud ; ASS : Afrique subsaharienne ; EAC : Europe et Asie centrale ; MENA : Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Figure 3 : Exportations en pourcentage du PIB, 2010



Source : Banque mondiale, base de données en ligne des indicateurs du développement dans le monde, 2012.

Note : (i) Le commerce est la somme des exportations et des importations divisée par la valeur du PIB, le tout en dollars EU courants.

(ii) ALC : Amérique latine et Caraïbes ; AN : Amérique du Nord ; AOP : Asie orientale et Pacifique ; AS : Asie du Sud ; ASS : Afrique subsaharienne ; EAC : Europe et Asie centrale ; MENA : Moyen-Orient et Afrique du Nord.

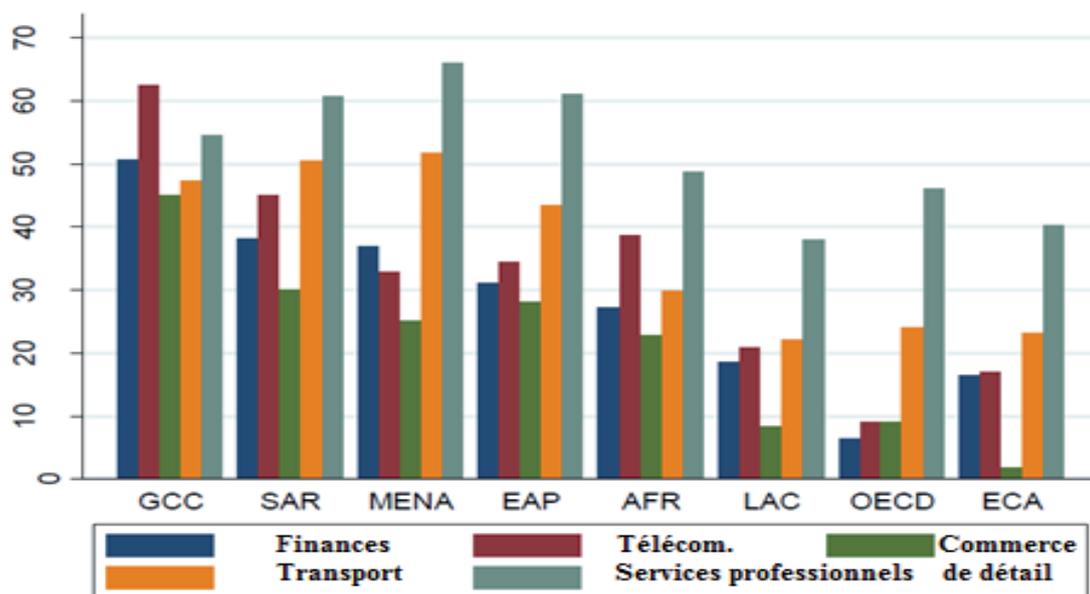
Ces chiffres sont d'autant plus surprenants que la région MENA est connue comme étant l'une des plus restrictives, tout du moins en ce qui concerne le commerce des services. Brochert et al. (2012) ont comparé l'indice de restrictivité du commerce des services de 103 pays et cinq secteurs de services (figure 4). Ils ont montré que les pays de

la région MENA, qu'ils soient riches (CCG) ou en développement, sont relativement fermés au commerce des services. Les politiques des pays du CCG sont parmi les plus restrictives de l'échantillon avec un indice de restrictivité du commerce des services régional de 50. Ce profil du Moyen-Orient comme région la plus restrictive apparaît essentiellement

dans les services professionnels et le transport. Par ailleurs, les membres du CCG et d'autres pays de la région MENA n'autorisent généralement pas une participation majoritaire et la prise de contrôle des institutions financières financées par des investissements étrangers. Ces barrières commerciales auront non seulement un effet négatif sur le commerce des services, mais aussi sur la compétitivité du secteur manufacturier,

d'autant plus que certains services, en particulier le transport et les télécommunications, ainsi que les services financiers, complètent la production et l'exportation des biens. Il convient de signaler que cette forte restrictivité caractérise également les secteurs agricole et manufacturier (figure 5), étant donné que l'Égypte, la Tunisie et le Maroc ont des indices de restrictivité supérieurs à ceux de toutes les autres régions.

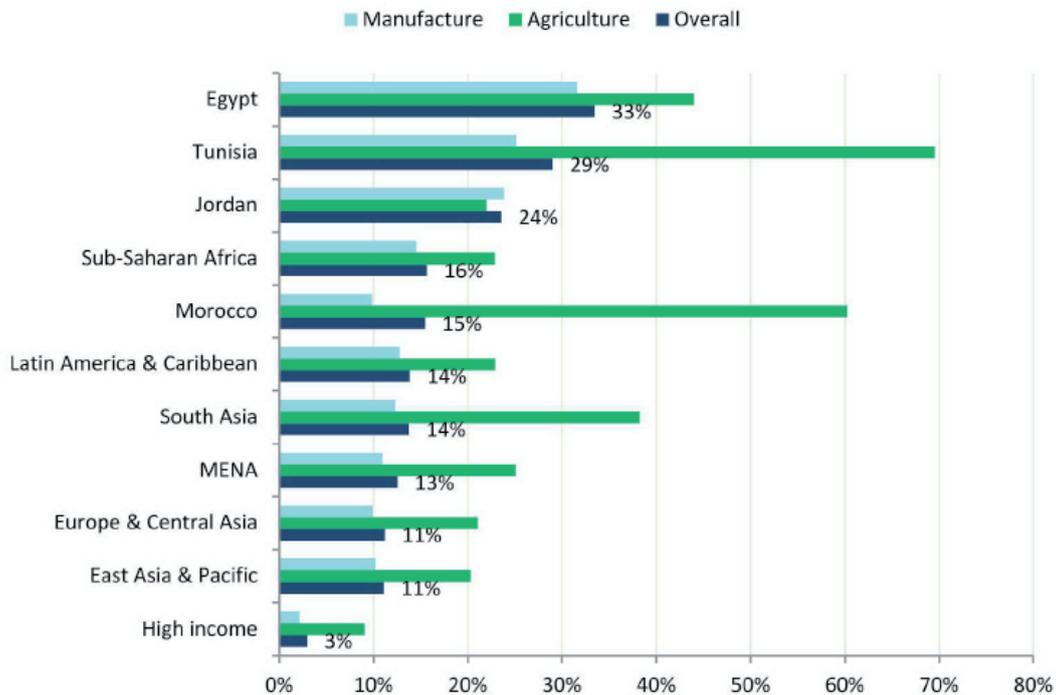
Figure 4 : Indice de restrictivité du commerce des services par secteur et par région



Source : Brochert et al. (2012).

Note : L'indice de restrictivité du commerce des services au niveau régional est calculé en tant que moyenne des indices de restrictivité du commerce des services de chaque pays. L'indice de restrictivité du commerce des services dans le sous-secteur du transport aérien transnational de passagers est tiré de la base de données QUASAR de l'OMC (2007). Abréviations régionales : AS – Asie du Sud, AOP – Asie orientale et Pacifique, MENA – Moyen-Orient et Afrique du Nord, AFR – Afrique subsaharienne, ALC – Amérique latine et Caraïbes, EAC – Europe et Asie centrale, OCDE – pays de l'OCDE à revenu élevé.

Figure 5 : Indice de restrictivité générale par secteur et par région



Source : Chauffour (2012).

Le tableau 2 montre que la part du commerce dans le PIB de la quasi-totalité des pays du CCG, ainsi qu'à Djibouti, en Israël, en Jordanie, à Malte et en Tunisie, est supérieure à la moyenne régionale. En 2010, Malte s'est classée en tête avec 173 %, suivie des Émirats arabes unis avec 147 % et de la Jordanie avec 117 %. D'après les calculs des auteurs, Malte dispose d'un avantage comparatif⁴, notamment dans le poisson, les crustacés, les locomotives de tramway, l'appareillage, les produits pharmaceutiques, les céréales, la farine, les préparations et produits lactés, les horloges et montres, ainsi que les jouets et jeux. La Jordanie jouit d'un avantage comparatif surtout dans l'appareillage, les étoffes de bonneterie, les locomotives de tramway, les articles d'habillement, le papier et le carton, les boissons et le vinaigre, les produits chimiques inorganiques, le tabac et succédanés de tabac manufacturés, le sel, la pierre et le ciment. Les pays du CCG affichent un avantage comparatif essentiellement dans les combustibles et huiles minérales (Koweït et Qatar), les produits chimiques organiques (Koweït, Qatar et Arabie saoudite), les produits de mouture (Koweït), les produits laitiers, les œufs, le miel, les produits animaliers comestibles (Qatar et Arabie saoudite), les

huiles essentielles, les parfums, les cosmétiques, l'ameublement, les luminaires, divers articles en métal, les rails, les locomotives de tramway (Bahreïn), la pierre, le ciment (Bahreïn et Émirats arabes unis), les véhicules, les animaux vivants, le tabac et les succédanés de tabac manufacturés (Oman), les navires et bateaux (Oman et Arabie saoudite), les instruments de musique (Qatar), les plastiques, le savon (Qatar, Arabie saoudite), le papier (Arabie saoudite), le fer et l'acier, les articles en bois, le sucre, le café, le thé et les épices, les perles, les produits en céramique (Émirats arabes unis) ; les articles de vannerie et sparterie, les paniers, le cuir, les poissons, les crustacés, les mollusques (Yémen). L'avantage comparatif d'Israël se retrouve dans les étoffes de bonneterie, les graines et fruits oléagineux, les grains, l'équipement électrique et électronique, les perles, les produits chimiques divers, les arbres et plantes, la pierre, le ciment et les produits pharmaceutiques. La Tunisie bénéficie d'un avantage comparatif dans les produits chimiques inorganiques, les composés de métaux précieux, les produits d'origine animale, divers articles métalliques, les articles d'habillement, les articles en cuir, les instruments de musique et l'équipement électrique et électronique.

⁴ L'indice de l'avantage comparatif révélé se fonde uniquement sur les données relatives aux exportations. Les résultats peuvent être obtenus sur demande.

Le tableau 2 montre également que la part du commerce des services dans le PIB de Djibouti, de la Jordanie, de Bahreïn, du Liban et de Malte a dépassé la moyenne régionale en 2010. La première place revient à Malte avec 85 %, suivie du Liban avec 75 % et de la Jordanie avec 38 %. Les calculs des auteurs relatifs à l'indice de l'avantage comparatif révélé concernant les services montrent que Malte affiche un indice élevé pour les services à la personne et les services culturels, récréatifs et financiers, les royalties et les redevances. Le Liban se démarque dans le tourisme, les transferts à partir de l'étranger, les services financiers et la construction ; la Jordanie affiche un indice

élevé dans les transferts à partir de l'étranger et les services publics et Bahreïn domine dans le transport et les communications.

L'une des caractéristiques de la part du commerce dans le PIB réside dans son évolution constante dans la plupart des pays au fil des ans. Les changements les plus significatifs concernent la Libye où elle a pratiquement doublé entre 2000 (51 %) et 2008 (95 %), les Émirats arabes unis où le taux est passé de 90 % en 2001 à 147 % en 2010, Djibouti et l'Arabie saoudite où il a atteint respectivement 134 % en 2007, contre 85 % en 2000, et 92 % en 2011, contre 69 % en 2000.

Tableau 2 : Part du commerce en pourcentage du PIB, par pays (2000 – 2011)

		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Exportateurs de pétrole													
Algérie	Total	62,53	57,85	60,48	62,14	65,72	71,92	70,12	69,90	69,18	54,11	52,33	
	Services						7,12	6,28	7,07	8,25	10,62	88,67	8,62
Bahreïn	Total	153,83	142,79	148,16	145,44	164,72	157,96	171,69	162,08	171,16	140,07		
	Services	21,21	21,64	23,71	22,23	34,93	33,17	31,08	28,29	26,34	27,92	25,94	
Iran	Total	40,14	39,29	49,27	52,94	54,98	57,71	56,87	53,72				
	Services	3,63											
Iraq	Total												
	Services						20,59	12,97	10,06	11,48			
Koweït	Total	86,62	86,84	81,23	86,56	89,30	92,24	89,71	91,73	92,68	88,86	86,36	86,98
	Services	17,88	20,12	19,63	20,38	18,95	16,70	18,79	20,50	18,82	23,75	17,16	
Libye	Total	51,12	51,82	81,40	99,05	95,37	94,73	96,77	96,91	94,85			
	Services	3,15	4,29	9,80	8,47	7,04	6,55	5,41	3,86	4,89	8,74		
Oman	Total	90,53	93,40	77,38	82,90	90,58	89,85	88,79	96,89	96,18	94,13		
	Services	11,12	12,56	12,40	14,99	15,76	13,22	14,15	16,18	12,72	15,16	14,16	12,84
Qatar	Total	89,61	94,97	88,47	90,16	92,42	100,34	99,20	91,46	78,55	78,55		
	Services												
Arabie s.	Total	-68,55	63,95	64,95	70,23	78,59	88,67	95,06	102,51	104,88	48,39	96,73	92,25
	Services	15,92	13,27	13,34	12,38	12,60	14,11	17,88	20,44	17,76	22,50	19,40	15,52
Syrie	Total	63,97	64,61	86,61	62,04	79,87	82,01	78,23	76,48	73,57	60,22	71,08	
	Services	17,42	16,47	15,95	14,37	19,33	18,26	16,33	17,01	14,39	13,94	18,27	
EAU	Total		89,86	93,07	102,30	116,62	119,55	119,48	136,67	148,81	143,93	146,70	
	Services												
Yémen	Total	75,44	70,89	74,73	74,38	71,85	76,77	82,08	79,12	81,25	68,02	65,07	
	Services	10,59	10,29	10,30	11,22	10,30	9,63	12,60	11,96	13,20	13,41	12,76	10,43
Importateurs de pétrole													
Djibouti	Total	85,44	83,07	82,32	88,98	91,14	91,55	97,22	134,24				
	Services	42,23	43,36	42,96	45,46	43,54	46,86	44,31	42,01	34,40	42,86		
Égypte	Total	-39,02	39,81	40,99	46,18	57,82	62,95	61,52	65,08	71,68	56,55	47,48	53,48
	Services	17,34	16,47	18,15	21,16	28,18	28,04	25,77	26,28	26,12	18,76	17,60	
Israël	Total	74,78	68,39	72,75	73,97	82,73	85,84	85,83	86,36	81,85	66,96	71,79	74,67
	Services	22,22	19,86	19,92	20,47	22,37	22,92	22,74	22,61	21,66	19,76	19,45	19,22
Jordanie	Total	110,29	109,22	114,02	115,688	134,63	146,91	141,75	145,99	144,02	114,96	116,82	117,11
	Services	39,72	35,78	38,16	35,67	36,97	38,37	39,04	41,29	39,16	35,15	37,91	33,10
Liban	Total	50,12	55,56	51,04	54,09	61,74	63,99	63,40	71,21	77,89	68,21	64,73	62,18
	Services			40,64	79,42	82,31	85,79	90,54	90,77	103,19	88,59	75,38	77,34
Malte	Total	188,98	163,07	162,34	157,37	159,01	156,72	177,51	180,79	177,06	157,79	172,95	191,04
	Services	46,98	48,17	47,56	45,83	48,56	35,68	68,06	74,450	81,71	80,71	85,30	83,69
Maroc	Total	61,33	61,53	62,41	60,16	63,69	70,23	73,88	80,61	88,35	68,40	75,92	82,60
	Services	13,31	16,30	16,76	16,74	17,84	20,06	21,73	23,37	22,63	21,16	22,01	22,49
Tunisie	Total	82,46	89,55	85,34	82,39	86,95	90,25	93,94	104,04	114,30	93,01	102,83	103,99
	Services	18,56	19,65	17,85	16,57	18,01	19,24	19,63	19,87	20,91	19,47	20,68	
CG	Total	87,16	86,38	86,77	84,26	83,34	82,24						
	Services	24,82	25,65	30,72	26,47	23,34	19,57						

Source : Banque mondiale, base de données en ligne des indicateurs du développement dans le monde, 2012.

Note : (i) le commerce est la somme des exportations et importations divisée par le PIB, le tout en dollars EU courants.

(ii) EAU : Émirats arabes unis ; CG : Cisjordanie et Gaza.

Les figures 6 et 7 illustrent la relation entre la croissance moyenne du PIB et la croissance moyenne du commerce des biens et services par pays dans la région MENA. La ligne de régression ajustée affiche une tendance ascendante, ce qui dénote une relation positive entre la croissance du PIB et celle du commerce des biens et services. Les deux graphiques font ressortir deux cas isolés, en l'occurrence Djibouti et l'Oman. Les taux de croissance moyens du PIB et du commerce de Djibouti sont tirés vers le bas par les valeurs négatives de la croissance dans les années 1990 qui ont été marquées par la

guerre civile. Il faut ajouter à cela le conflit frontalier entre l'Éthiopie et l'Érythrée qui a perturbé les échanges commerciaux courants à travers le port de Djibouti dont l'utilisation par l'Éthiopie a été autorisée. L'économie de Djibouti a renoué avec la croissance au début des années 2000 après la mise en œuvre d'un certain nombre de réformes. Oman a enregistré des taux de croissance du PIB et du commerce élevés grâce aux réformes politiques et économiques, en particulier la libéralisation du commerce, que le sultan Qabous a entreprises depuis 1970.

Figure 6 : Croissance du PIB et commerce des biens

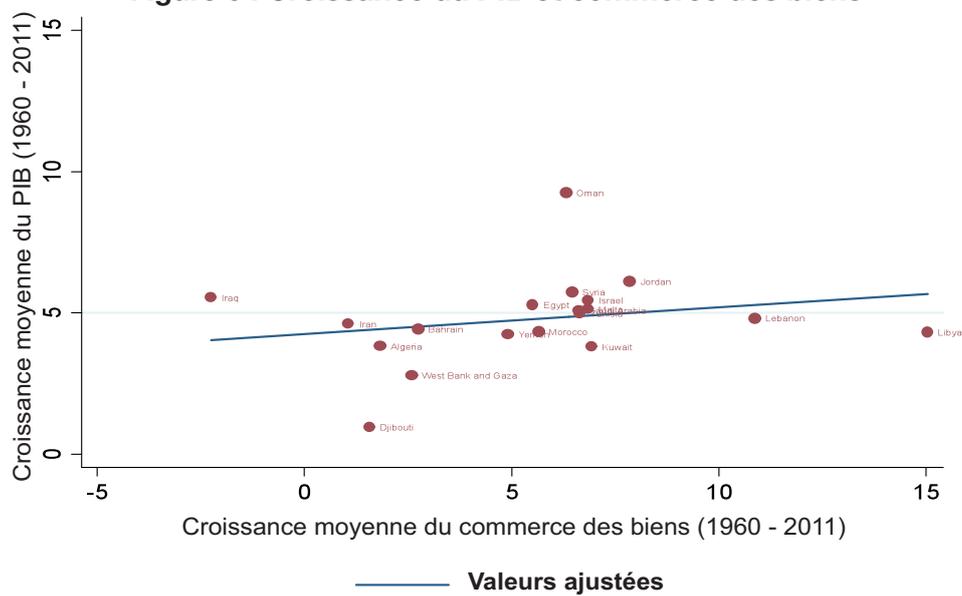
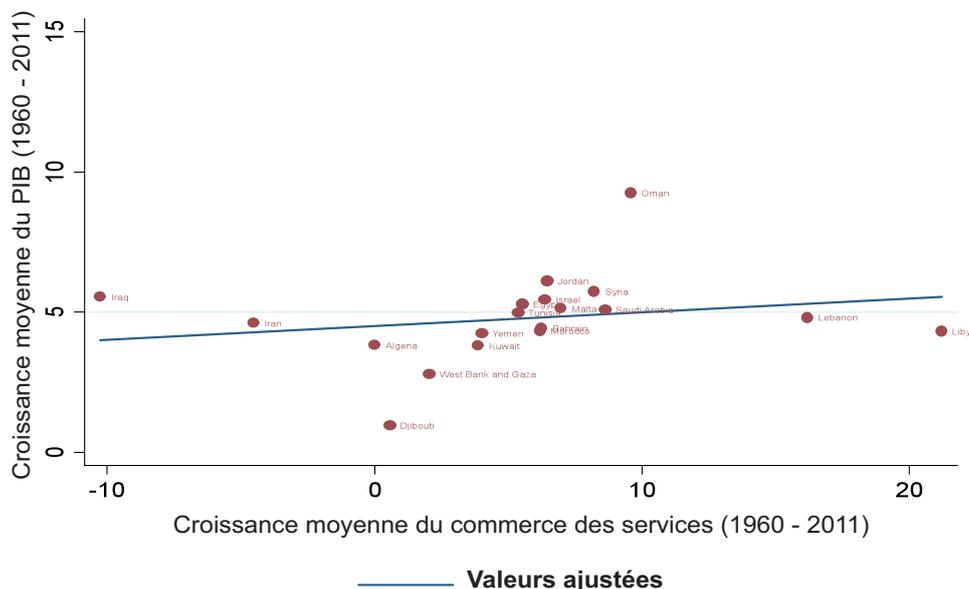


Figure 7 : Croissance du PIB et commerce des services

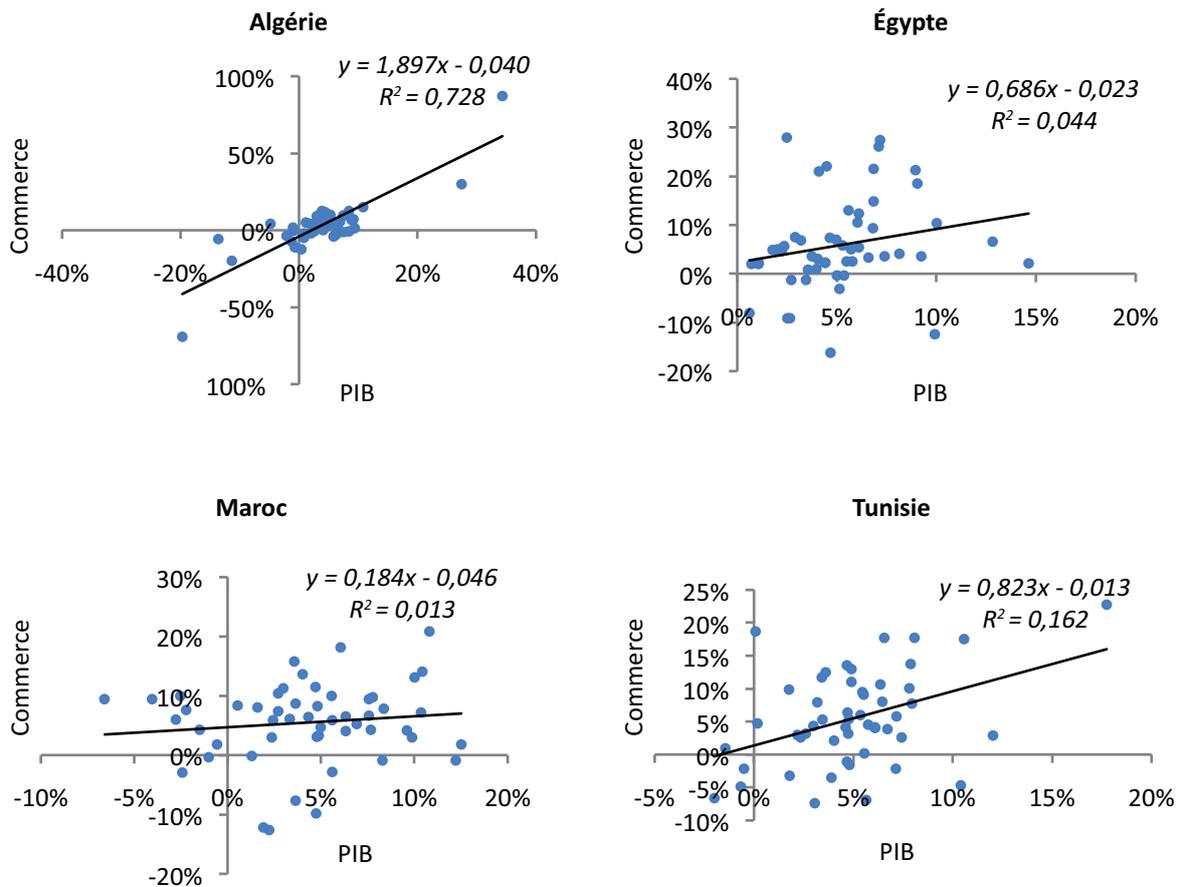


Source : Calcul des auteurs sur la base des indicateurs du développement dans le monde.

La figure 8 montre la relation entre le PIB et la valeur totale du commerce des biens et services dans les pays d'Afrique du Nord entre 1960 et 2012. Tout comme dans le constat précédent, la ligne de régression ajustée tend vers le haut, ce qui indique une relation positive entre le PIB et le commerce des biens et services. Cette corrélation est également valable pour l'Égypte, le Maroc et la Tunisie qui présentent des points communs,

en ce sens qu'ils s'appuient sur un secteur des services conséquent, qu'ils ont appliqué des programmes d'ajustement structurel, ont libéralisé leurs économies et ont adhéré à l'OMC. Par contre, cette relation positive ne s'applique guère pour l'Algérie dont l'économie est complètement différente et beaucoup moins diversifiée, étant donné que le commerce et la croissance sont fortement dépendants du secteur pétrolier.

Figure 8 : Croissance du PIB et du commerce dans les pays d'Afrique du Nord (1960-2012)



Source : calculs des auteurs sur la base des indicateurs du développement dans le monde.

3. Méthodologie et données

Nous avons effectué deux séries de régressions de la croissance, aux niveaux macroéconomique et sectoriel, en prenant un échantillon de 21 pays de la région MENA pour la période 1960-2011⁵. La pénurie de données sur cette région a limité le choix des variables. Toutes les données proviennent des indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale et les valeurs nominales ont été déflatées à l'aide des déflateurs du PIB de 2005.

La régression macroéconomique est exprimée par la formule ci-après :

$$G_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 X_{it} + \alpha_2 R_{it}$$

G_{it} étant le PIB réel du pays i durant l'année t , α_0 le terme constant, X_{it} le vecteur des facteurs de la croissance classiques du pays i durant l'année t et R_{it} un vecteur des valeurs réelles du commerce des services et des biens dans le pays i durant l'année t .

La régression sectorielle est exprimée par la formule ci-après :

$$G_{ijt} = \alpha_0 + \alpha_1 X_{ijt} + \alpha_2 R_{ijt}$$

G_{ijt} étant la valeur ajoutée réelle du secteur j dans le pays i durant l'année t , α_0 le terme constant, X_{ijt} le vecteur des facteurs classiques de la croissance du pays i durant l'année t et R_{ijt} un vecteur des valeurs réelles du commerce du secteur j du pays i durant l'année t .

Les deux séries de régressions de la croissance s'appuient sur les travaux novateurs de Mankiw et al. (1992) qui montrent que les différences entre le revenu par habitant d'un pays à l'autre sont mieux comprises à l'aide du modèle de Solow amplifié, dans lequel la production utilise le capital physique, le capital humain et le travail. Ainsi, les facteurs de la croissance comprennent le logarithme naturel des investissements réels ($\ln INV$), le taux d'accroissement démographique ($accroiss.démog.$) et le taux de scolarisation dans

l'enseignement supérieur (scolarisation). Nous avons également ajouté le logarithme naturel des terres arables ($\ln TERRE$) pour obtenir une fonction de production exhaustive.

Dans les régressions macroéconomiques, les variables qui nous intéressent sont le logarithme naturel du commerce des services ($\ln SERVICES$) et le logarithme naturel du commerce des biens ($\ln BIENS$), exprimés en valeurs réelles, ainsi que leur terme d'interaction ($\ln BIENS * \ln SERVICES$). Ce dernier est utilisé pour déterminer si le commerce des biens et celui des services sont complémentaires ou interchangeable dans leur effet sur la croissance. Par ailleurs, sachant que les exportations de pétrole sont le moteur de la croissance économique dans plusieurs pays de la région MENA, nous avons ajouté une variable nominale ($pétrole$) égale à 1 pour les pays exportateurs de pétrole et à 0 pour les autres. Nous avons également fait une distinction entre les effets du commerce des biens et services sur la croissance dans les pays exportateurs de pétrole en incluant un terme d'interaction entre la variable nominale pétrole et le logarithme naturel de chaque type de commerce ($Pétrole * \ln BIENS$ et $Pétrole * \ln SERVICES$).

En raison des lacunes en matière de données, les régressions sectorielles ne s'appliquent qu'à trois secteurs agrégés que sont l'agriculture, l'industrie et les services. La première variable qui nous intéresse est le logarithme naturel de la valeur réelle du commerce ($\ln COMMERCE$). Afin d'évaluer l'effet des services sur la croissance, nous avons ajouté une variable nominale ($Serv$) égale à 1 dans le cas des services, et à 0 dans les autres cas, ainsi que son interaction avec la variable du commerce ($Serv * \ln COMMERCE$). Nous avons également ajouté la variable nominale Pétrole et son interaction avec la variable commerce ($Pétrole * \ln COMMERCE$).

Afin d'obtenir l'ajustement partiel du PIB au fil des ans, nous avons introduit quelques effets dynamiques au modèle de panel standard en incluant la valeur décalée du PIB (valeur ajoutée pour les régressions sectorielles) aux régresseurs. En théorie, cela pourrait être exprimé par la formule ci-après :

⁵ Voir l'appendice 1.

$$y_{it}^* = \alpha_0 + \alpha_1 x_{it} + u_{it}$$

$$y_{it} - y_{it-1} = \lambda(y_{it}^* - y_{it-1})$$

Dans laquelle y^* est le niveau souhaité de y . En remplaçant l'expression y^* dans l'autre équation, nous obtenons l'équation d'estimation ci-après:

$$y_{it} = \alpha_0 \lambda + (1 - \lambda)y_{it-1} + \lambda \alpha_1 x_{it} + \lambda u_{it}$$

Malheureusement, l'estimation de ce type de modèle pose problème, étant donné que la variable dépendante décalée sera corrélée avec le terme d'erreur (dans les échantillons restreints). Pour y remédier, on peut utiliser la méthode des variables instrumentales, notamment la méthode des moments généralisée (MMG) dans laquelle les instruments peuvent être des valeurs décalées des variables dans les modèles originaux. Il existe deux méthodes pour les modèles de panel dynamique, mais la plus courante est le panel dynamique d'Arellano-Bond dans lequel les effets isolés ou fixes sont calculés en différenciant les données.

$$\ln GDP_{it} = \beta_0 + \beta_1 \ln GDP_{it-1} + \beta_2 \ln INV_{it} + \beta_3 \ln LAND_{it} + \beta_4 \text{popgrowth}_{it} + \beta_5 \text{school}_{it} + \beta_6 \ln GOODS_{it} + \beta_7 \ln SERVICES_{it} + \beta_8 \ln GOODS_{it} * \ln SERVICES_{it} + \beta_9 \text{Oil} + \beta_{10} \text{Oil} * \ln SERVICES_{it} + \beta_{11} \text{Oil} * \ln GOODS_{it} + \epsilon_{it} \quad (1)$$

En résumé, notre équation d'estimation au niveau macroéconomique s'établit comme suit :

ϵ_{it} étant le terme d'écart,

$$\ln VA_{ijt} = \beta_0 + \beta_1 \ln VA_{ijt-1} + \beta_2 \ln INV_{it} + \beta_3 \ln LAND_{it} + \beta_4 \text{popgrowth}_{it} + \beta_5 \text{school}_{it} + \beta_6 \ln TRADE_{ijt} + \beta_7 \text{Serv} + \beta_8 \text{Serv} * \ln TRADE_{ijt} + \beta_9 \text{Oil} + \beta_{10} \text{Oil} * \ln TRADE_{ijt} + \epsilon_{ijt} \quad (2)$$

et au niveau sectoriel :

ϵ_{ijt} étant le terme d'écart.

Nous avons également effectué quelques régressions pour les pays pris individuellement afin d'examiner le lien entre le commerce des services/biens et la croissance dans les économies des pays d'Afrique du Nord.

4. Résultats empiriques

4.1. Résultats macroéconomiques

Le tableau 3 indique les résultats macroéconomiques pour notre modèle de croissance amplifié. Les variables classiques présentent le signe attendu et ont une valeur très élevée. Le capital physique (investissement) et le capital humain (taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur) ont un effet positif important sur le PIB dans toutes les spécifications. La terre a pour effet d'augmenter le PIB dans les spécifications à effets fixes et aléatoires, mais son effet devient insignifiant dans l'estimation de panel dynamique. Quant à l'accroissement démographique, son effet sur la croissance n'est pas significatif.

En revanche, le commerce des services et celui des biens ont pour effet d'augmenter le PIB, ce qui correspond aux résultats précédents de la documentation spécialisée selon lesquels l'ouverture de la politique commerciale et l'augmentation des ratios des volumes des échanges au produit intérieur brut (PIB) sont corrélés positivement à la croissance lorsque l'on tient compte d'une série d'autres déterminants de la croissance. Cet effet positif peut s'expliquer par trois raisons principales. Premièrement, le commerce international peut influencer sur le taux de croissance de la productivité à travers les trois effets ci-après : il ouvre l'accès aux intrants intermédiaires étrangers ou, de manière implicite, aux technologies ; il élargit le marché pour de nouveaux types de produits ; et il facilite la diffusion internationale des connaissances générales. Deuxièmement, le commerce améliore la répartition des ressources, compte tenu du fait que les pays se spécialisent dans les

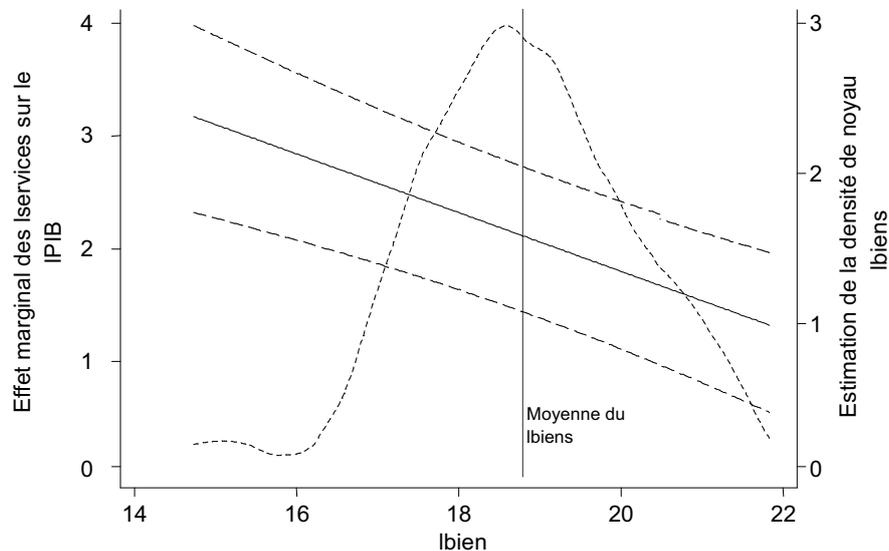
secteurs pour lesquels ils disposent d'un avantage comparatif. Troisièmement, plus un pays exporte, plus il produit et, d'après la nouvelle théorie du commerce, l'économie bénéficiera ainsi de l'augmentation des rendements d'échelle. Enfin, l'ouverture du commerce améliore le bien-être national étant donné qu'elle permet d'avoir accès à des produits moins onéreux (commerce interindustriel) ou de disposer d'un choix plus large (gamme de qualité élargie dans les échanges interindustriels).

L'effet du commerce des biens semble être plus marqué que celui des services. Ce constat s'explique par le fait que la région MENA a largement libéralisé le commerce des biens, mais les échanges de services demeurent confrontés à plusieurs obstacles et contraintes qui en limitent considérablement les effets sur la croissance. Pour cette raison, l'interaction entre le commerce des biens et celui des services est négative et statistiquement significative, ce qui indique que plus le commerce des biens est important, plus l'effet marginal du commerce des services sur la croissance dans la région MENA est faible (voir la figure 9). Ce résultat est surprenant compte tenu de la complémentarité qui existe entre le commerce des biens et celui des services. Cependant, comme indiqué plus haut, l'inefficacité de la plupart des services fournis par le secteur public et le coût élevé des services de base essentiels, notamment le transport, les télécommunications, le stockage et la distribution, sont des facteurs importants qui augmentent le coût des exportations de la région MENA (services et produits manufacturés) et entravent le développement du commerce dans cette région.

Tableau 3 : Résultats macroéconomiques

	Base			Variable nominale et interaction		
	RE Ln(PIB)	FE Ln(PIB)	AB Ln(PIB)	RE Ln(PIB)	FE Ln(PIB)	AB Ln(PIB)
Ln(Inv.)	0,274*** (0,0325)	0,229*** (0,0304)	0,0419*** (0,0124)	0,327*** (0,0322)	0,312*** (0,0315)	0,0682*** (0,0147)
Ln(Terre)	0,122*** (0,0189)	0,117** (0,0497)	-0,0378 (0,0277)	0,122*** (0,0209)	0,0674 (0,0480)	-0,00754 (0,0309)
Accroiss. démogr.	-0,00302 (0,00807)	-0,00405 (0,00804)	-0,00293 (0,00317)	0,00784 (0,00809)	0,00484 (0,00839)	-0,00116 (0,00383)
Scolarisation	0,0145*** (0,00131)	0,0182*** (0,00130)	0,00170** (0,000696)	0,0164*** (0,00125)	0,0180*** (0,00124)	0,00196*** (0,000739)
Ln(Bien)	0,887*** (0,121)	1,000*** (0,130)	0,373*** (0,0538)	0,563*** (0,127)	0,555*** (0,138)	0,262*** (0,0760)
Ln(Services)	0,705*** (0,141)	0,936*** (0,145)	0,259*** (0,0601)	0,667*** (0,141)	0,707*** (0,148)	0,232*** (0,0837)
Ln(biens)*Ln(Ser.)	-0,0332*** (0,00702)	-0,0436*** (0,00733)	-0,0135*** (0,00299)	-0,0252*** (0,00703)	-0,0266*** (0,00749)	-0,00968** (0,00432)
Pétrole				0,641 (0,396)		
Pétrole*Ln(Services)				-0,218*** (0,0516)	-0,228*** (0,0509)	-0,0882*** (0,0259)
Pétrole*Ln(biens)				0,201*** (0,0563)	0,216*** (0,0558)	0,0693*** (0,0259)
Ln décalé(PIB)			0,698*** (0,0216)			0,683*** (0,0236)
Constante	-5,491** (2,283)	-7,439*** (2,737)	-1,523 (1,115)	-2,694 (2,267)	-1,589 (2,773)	(0,0236) -0,738
Observations	356	356	302	322	322	(1,411)
R-carré interne	0,908	0,911	-	0,923	0,924	272
R-carré intermédiaire	0,913	0,879	-	0,932	0,889	-
R-carré général	0,928	0,899	-	0,957	0,925	-
Numéro de code	18	18	18	17	17	17

Notes : (i.) Erreurs standard entre parenthèses (ii.) *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

Figure 9 : Interaction entre les effets du commerce des services et ceux du commerce des biens

Source : calculs des auteurs.

Dans la deuxième série de régressions, nous avons introduit une variable nominale avec une valeur de 1 pour les pays exportateurs nets de pétrole et de 0 pour les autres. Nous avons également comparé cette variable avec le commerce des biens et celui des services. Il convient de noter que la variable nominale du pétrole n'est pas significative, ce qui indique que les pays exportateurs de pétrole n'affichent pas des résultats beaucoup plus significatifs que ceux des pays non exportateurs. Cependant, on constate que, si l'effet du commerce des biens sur la croissance devrait être positif dans les pays exportateurs de pétrole, l'effet du commerce des services semble être négatif. Ce résultat tient au fait que l'augmentation du volume des échanges de biens est probablement liée à la diversification qui a un effet favorable sur la croissance.

Afin de déterminer si les effets sont fixes ou aléatoires, nous avons utilisé le test Hausman qui consiste à comparer un modèle plus efficace à un modèle moins efficace, mais cohérent, pour s'assurer que le modèle plus efficace donne également des résultats cohérents. Nous avons constaté qu'il est possible de rejeter l'hypothèse nulle (selon laquelle le modèle préféré est l'effet aléatoire). En conséquence, étant donné que l'estimateur des effets fixes donne des coefficients cohérents, nous l'avons utilisé pour la décomposition du PIB présentée dans la 5^e partie. Afin de déterminer l'ajustement partiel du PIB au fil des ans, nous avons

introduit certains effets dynamiques au modèle de panel standard en incluant la valeur décalée du PIB (valeur ajoutée pour les régressions sectorielles) aux variables de régression. Nous avons utilisé le panel dynamique Arellano-Bond dans lequel les effets isolés ou fixes sont pris en compte en différenciant les données. Les résultats de ce modèle sont tout à fait satisfaisants étant donné que le PIB décalé est positif et statistiquement significatif et que les résultats pour les autres variables sont très proches des spécifications relatives aux effets fixes et aléatoires⁶. Afin de vérifier la robustesse, nous avons effectué quelques régressions en utilisant les années moyennes de scolarisation de la population adulte de plus de 15 ans selon l'estimation de Barro et Lee (2013)⁷.

4.2. Résultats sectoriels

Les résultats sectoriels sont présentés au tableau 4. Premièrement, nous constatons qu'ils sont très proches des résultats macroéconomiques, étant donné que les déterminants classiques de la croissance affichent le signe attendu et sont statistiquement significatifs. La seule différence en ce qui concerne les résultats macroéconomiques, qui correspond aux données de la documentation spécialisée, c'est que l'accroissement démographique a un effet négatif significatif sur la croissance. Deuxièmement, l'élasticité du PIB pour ce qui concerne le commerce est positive et très significative (1 %). Une augmentation de 1 % du

⁶ On constate des résultats similaires à partir des régressions qui ont été effectuées séparément pour les exportations et les importations. Pour plus de détails, voir l'appendice 2 (tableaux A2-A6).

⁷ Pour plus de détails, voir l'appendice 2, tableaux A6-A8.

commerce produit une augmentation de 0,26 % du PIB. Par ailleurs, s'il est vrai que le secteur des services, en tant que tel, n'a pas un effet important sur la croissance, le commerce des services a, par contre, un effet positif significatif sur la production, étant donné que le terme d'interaction est positif et significatif aussi bien dans l'estimation des effets fixes que dans celle des effets aléatoires.

Les résultats du modèle de panel dynamique sont également satisfaisants, étant donné que la valeur ajoutée décalée est positive et statistiquement significative et que les résultats des autres variables sont très proches des spécifications relatives aux effets fixes et aléatoires, mais avec des valeurs des élasticités du commerce plus faibles.

Tableau 4 : Résultats sectoriels

	Base			Variable nominale pétrole et interaction		
	FE Ln(VA)	RE Ln(VA)	AB Ln(VA)	FE Ln(VA)	RE Ln(VA)	AB Ln(VA)
Ln(Inv.)	0,0388 (0,0428)	0,0888** (0,0405)	0,0485** (0,0232)	0,0425 (0,0418)	0,0576 (0,0414)	0,0504** (0,0230)
Ln(terre)	0,357*** (0,0706)	0,317*** (0,0264)	-0,0293 (0,0542)	0,436*** (0,0702)	0,339*** (0,0269)	-0,0405 (0,0538)
Accroiss. démog;	-0,0650*** (0,0112)	-0,0609*** (0,0104)	-0,00668 (0,00575)	-0,0664*** (0,0109)	-0,0669*** (0,0102)	-0,00879 (0,00575)
Scolarisation	0,0161*** (0,00181)	0,0132*** (0,00175)	0,00480*** (0,00149)	0,0168*** (0,00177)	0,0141*** (0,00174)	0,00503*** (0,00148)
Ln (commerce)	0,267*** (0,121)	0,315*** (0,0382)	0,0298 (0,0281)	0,340*** (0,0411)	0,375*** (0,0394)	0,0613** (0,0299)
Variable nom. serv.		-0,228 (0,783)			-0,350 (0,771)	
Ln (commerce)*variable nom. Serv.	0,158*** (0,0450)	0,110** (0,0438)	0,0528 (0,0404)	0,158*** (0,0440)	0,117*** (0,0431)	0,0512 (0,00432)
Ln décalé (VA)			0,711*** (0,0276)			0,697*** (0,0277)
Pétrole					4,481*** (0,846)	
Pétrole*Ln(commerce)				4,481*** (0,0392)	-0,185*** (0,0378)	-0,0772*** (0,0265)
Constante	15,38*** (1,238)	14,55*** (0,659)	6,302*** (1,063)	15,06*** (1,211)	13,61*** (0,694)	6,921*** (1,075)
Observations	798	798	654	798	798	654
R-carré interne	0,580	0,576	-	0,599	0,596	-
R-carré intermédiaire	0,787	0,856	-	0,199	0,846	-
R-carré général	0,778	0,857	-	0,174	0,868	-
Numéro du code	50	50	46	50	50	46

Notes: (i.) Erreurs standard entre parenthèses (ii.) *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

On peut donc résumer nos résultats en trois principaux points : premièrement, le commerce a un effet positif très significatif sur la croissance ; deuxièmement, le commerce des biens a un effet plus important sur la croissance que le commerce des services ; troisièmement, ces résultats se sont révélés relativement robustes à l'épreuve d'une batterie de techniques économétriques.

4.3. Économies de l'Afrique du Nord

Le tableau 5 présente les déterminants de la croissance pour quatre pays d'Afrique du Nord. Ces résultats font ressortir trois faits. Premièrement, l'investissement semble être un déterminant très significatif de la croissance des économies de ces pays. En effet, il a été démontré que l'investissement, en particulier l'investissement étranger direct, peut stimuler la productivité, créer des emplois et renforcer le progrès technique. Deuxièmement, la scolarisation est un

facteur important de la croissance économique, étant donné qu'elle permet d'améliorer les compétences et les qualifications du capital humain qui complète le capital financier. Enfin, le commerce des services a un effet positif important sur la croissance en Égypte, en Tunisie et au Maroc, pays fortement dépendants du tourisme, des activités financières et des télécommunications. Le commerce des biens n'a pas d'effet significatif sur la croissance. Enfin, en Algérie, ni le commerce des biens, ni celui des services, ne semblent avoir un effet positif significatif sur la croissance. En fait, ce pays dépend essentiellement du secteur du pétrole et n'est donc pas diversifié. La littérature sur la diversification des exportations et la croissance économique a montré que les pays en développement devraient diversifier leurs exportations pour contribuer à réduire l'instabilité des exportations ou l'effet négatif des termes de l'échange des produits de base (ce qui est le cas de l'Algérie avec le pétrole). Hesse (2008) a présenté un effet positif non linéaire de la diversification des exportations sur le PIB par habitant.

Tableau 5 : Régressions en Afrique du Nord

	Égypte	Tunisie	Maroc	Algérie
	Ln(PIB)	Ln(PIB)	Ln(PIB)	Ln(PIB)
Ln(Inv.)	0,284** (0,105)	0,272*** (0,0832)	0,273** (0,107)	-0,372 (0,220)
Ln(terre)	-0,183 (0,476)	-1,569*** (0,284)	0,459* (0,252)	-3,313 (1,672)
Accroiss. démog.	0,130 (0,140)	-0,0308 (0,0227)	-0,0683 (0,0400)	-0,360** (0,111)
Scolarisation	0,0163** (0,00590)	0,0136*** (0,00270)	0,0291*** (0,00762)	0,0296 (0,0150)
Ln(biens)	-0,313*** (0,0876)	-0,0258 (0,0781)	0,0560 (0,0796)	-0,127 (0,0990)
Ln(Services)	0,806*** (0,110)	0,211** (0,0770)	0,184** (0,0746)	0,0912 (0,0917)
Constante	7,874 (8,317)	34,28*** (5,441)	2,970 (4,781)	81,17** (28,65)
Observations	22	34	32	12
R-carré	0,987	0,992	0,989	0,981

Erreurs standard robustes entre parenthèses
*** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

5. Décomposition de la croissance du PIB

Avant de procéder à la décomposition du PIB estimatif pour déterminer si le commerce contribue plus ou moins à la croissance, nous pouvons nous appuyer sur une comptabilité simple. Les figures 10 et 11 présentent la contribution du commerce des biens et de celui des services à la croissance dans la région MENA (par année et par pays). La contribution à la croissance a été calculée en multipliant la part du commerce des biens et celle du commerce des services dans le PIB par son taux de croissance durant une année donnée. De toute évidence, dans la région MENA, le commerce des biens a contribué de manière substantielle à la croissance

du PIB, davantage que le commerce des services, en particulier après l'année 2000, par suite de la réduction considérable des tarifs. Par ailleurs en 2009, le PIB a reculé de manière significative en raison de la baisse du volume des échanges de biens, comme le montre la figure 10. La figure 11 présente des résultats similaires en indiquant la contribution du commerce des biens et services au PIB à l'échelle nationale. La plupart des pays de la région se caractérisent par une contribution plus conséquente du commerce des biens au PIB, sauf au Liban et à Malte, dont les secteurs des services représentent 70 % du PIB.

Figure 10 : Contribution du commerce des biens et de celui des services à la croissance dans la région MENA (par année)

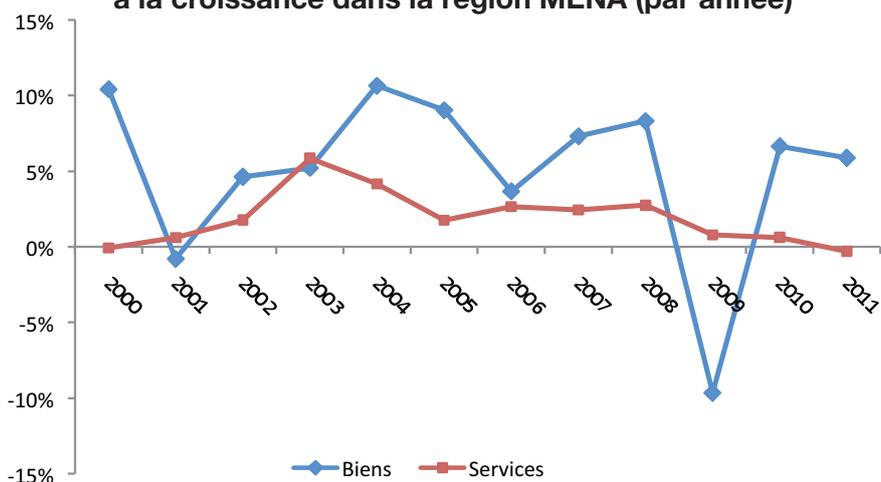
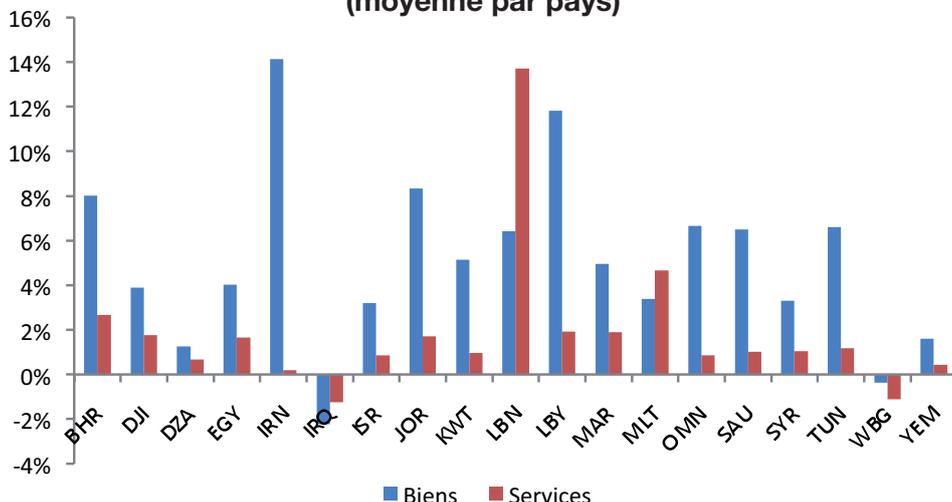


Figure 11 : Contribution du commerce des biens et de celui des services à la croissance (moyenne par pays)



Source : calculs des auteurs sur la base des indicateurs du développement dans le monde.

Les modèles présentés aux tableaux 3 et 4 contribuent à déterminer l'importance relative des différents facteurs de l'évolution de la croissance du PIB dans les pays de la région MENA. On évalue le changement prévu en multipliant les coefficients obtenus dans la partie précédente par la valeur du changement de la variable explicative tout au long d'une sous-période donnée. Nous avons réparti notre analyse sur deux grandes sous-périodes : celle de 1980 à 1999 durant laquelle plusieurs pays de la région ont mis en œuvre des réformes économiques et des programmes d'ajustement structurel, et la sous-période 2000-2010, au cours de laquelle la libéralisation du commerce a pris son essor.

Les tableaux 6 et 7 présentent les résultats de la contribution du commerce des services et de celui des biens à la croissance du PIB dans l'ensemble de la région et dans certains pays. Il convient de noter que, d'après l'estimation de l'effet fixe, le commerce des biens représentait 45 % de la croissance du PIB durant la période 1980-1999, tandis que celui des services y a contribué à hauteur de 30,3 %. La différence a été plus prononcée au cours de la période 2000-2010 avec 54 % et 25 %, respectivement. En observant la décomposition à l'aide de la méthode d'estimation Arellano-bond, on constate que la contribution du commerce des biens est plus importante par comparaison avec les résultats de la méthode de l'effet fixe (58 % durant la première sous-période et 66,5 % durant la seconde).

Tableau 6 : Contribution estimative du commerce des services et de celui des biens à la croissance du PIB dans la région MENA (FE vs. AB)

	1980-1999						
	Taux de croissance	FE			AB		
		Coefficient	Multiplication	Parts	Coefficient	Multiplication	Parts
Biens	3,4%	0,744	2,6%	44,8%	0,322	1,1%	57,9%
Services	3,8%	0,452	1,7%	30,3%	0,134	0,5%	26,9%
Inv.	4,0%	0,312	1,2%	21,7%	0,068	0,3%	14,2%
Pop	2,9%	0,000	0,0%	0,0%	0,000	0,0%	0,0%
Scolarisation	10,2%	0,018	3,2%	3,2%	0,002	0,0%	1,1%
Terre	-0,4%	0,000	0,0%	0,0%	0,000	0,0%	0,0%
	2000-2010						
	Taux de croissance	FE			AB		
		Coefficient	Multiplication	Parts	Coefficient	Multiplication	Parts
Biens	8,5%	0,744	6,3%	54,3%	0,322	2,7%	66,5%
Services	6,4%	0,452	2,9%	24,9%	0,134	0,9%	20,9%
Inv.	7,4%	0,312	2,3%	19,9%	0,068	0,5%	12,3%
Pop	1,9%	0,000	0,0%	0,0%	0,000	0,0%	0,0%
Scolarisation	6,4%	0,018	0,1%	1,0%	0,002	0,0%	0,3%
Terre	-0,5%	0,000	0,0%	0,0%	0,000	0,0%	0,0%

Source : calculs des auteurs.

Note : Les coefficients des biens (services) ont été calculés en additionnant les trois coefficients : Inbiens (Inservice), l'interaction entre Inbiens et Inservice et l'interaction entre le pétrole et Inbiens (pétrole et Inservice). Ainsi, on peut déterminer l'effet net du commerce des biens et de celui des services sur la croissance.

On peut tirer des conclusions similaires de l'examen du tableau 7 qui présente la décomposition au niveau des pays. D'une part, le commerce des biens a contribué davantage à la croissance du PIB dans la plupart des pays et, de l'autre, cette contribution a augmenté durant la seconde sous-période dans tous les pays, sauf en Algérie, à Malte et en Palestine. Par ailleurs, dans certains pays, notamment l'Égypte et l'Oman, les contributions respectives du commerce des biens et de celui des services ont diminué. Ainsi, la contribution du commerce des biens a dépassé 60 % et 45 %, respectivement, durant

la sous-période 2000-2010 en Égypte et à Oman, celle du commerce des services est tombée à 24 % (contre 47 % et 45 % durant la sous-période 1980-1999)⁸. Les résultats de certains pays (notamment l'Algérie) doivent être interprétés avec prudence, étant donné qu'ils sont déterminés par des taux de croissance du PIB extrêmement faibles ou négatifs. Ainsi, lorsque l'on divise la contribution négative et forte du commerce des biens (ou des services) par le taux de croissance du PIB, on obtient des valeurs très élevées (par exemple -181,1 % ou 312 % pour l'Algérie).

Tableau 7 : Contribution estimative du commerce des services et de celui des biens à la croissance du PIB dans certains pays

	1980-1999				2000-2010			
	Goods		Services		Goods		Services	
	A	B	C	D	E	F	G	H
DJI	-3,8%	66,2%	-1,6%	28,3%	5,2%	32,3%	1,8%	11,1%
DZA	1,2%	-181,1%	-2,1%	312,0%	1,3%	18,7%	3,0%	43,1%
EGY	1,6%	31,0%	2,4%	46,9%	7,5%	64,5%	2,7%	23,7%
IRN	1,9%	43,9%	-1,7%	-38,5%	24,5%	84,1%	2,4%	8,2%
ISR	2,4%	42,7%	1,8%	32,2%	3,9%	66,7%	1,7%	28,7%
JOR	3,5%	53,4%	1,6%	25,0%	6,8%	61,9%	1,9%	17,4%
KWT	4,8%	67,0%	1,6%	22,4%	5,4%	54,4%	1,8%	18,7%
MAR	3,8%	57,9%	1,5%	23,1%	6,4%	47,5%	4,5%	33,6%
MLT	3,9%	52,4%	2,1%	29,0%	1,6%	31,4%	3,0%	60,2%
OMN	4,2%	31,8%	5,9%	45,0%	5,6%	43,2%	2,4%	18,8%
SAU	-0,2%	-53,9%	-0,2%	-53,9%	6,8%	67,3%	2,3%	22,2%
TUN	3,8%	53,2%	2,0%	27,7%	6,2%	59,0%	2,7%	25,9%
WBG	5,9%	37,5%	5,8%	36,9%	-0,7%	13,1%	-2,3%	43,1%
MENA	2,6%	44,8%	1,7%	30,3%	6,3%	54,3%	2,9%	24,9%

Source : calculs des auteurs.

Note : i) Les colonnes A, C, E et G représentent la contribution à la croissance du PIB qui est le produit de la multiplication du coefficient estimatif par le taux de croissance du commerce des biens et des services dans chaque pays.

ii) Les colonnes B, D, F et H représentent la contribution du commerce des services et de celui des biens à la croissance totale du PIB. Ce résultat est obtenu en divisant A, C, E et G par le taux de croissance du PIB du pays concerné.

⁸ Pour plus de détails, voir l'appendice 2, tableaux A9 et A10.

6. Conclusion et recommandations en matière de politiques

Le présent document examine une question aussi importante qu'opportune pour la région MENA, à savoir les effets du commerce des biens et services sur la croissance du PIB. En raison des sérieuses contraintes en matière de données sur cette région, nous avons choisi le PIB réel comme variable dépendante et pris les déterminants théoriques de la croissance et les volumes des échanges comme variables indépendantes. Nous avons effectué deux séries de régressions pour la période 1960-2011, aux niveaux macroéconomique et sectoriel, et approfondi l'analyse en décomposant la croissance du PIB pour déterminer les contributions respectives du commerce des services et de celui des biens.

Les régressions macroéconomique et sectorielle ont produit des résultats très proches, indiquant ainsi une association positive entre le PIB réel et les échanges de biens et de services. Le terme d'interaction entre le commerce des biens et celui des services est négatif, ce qui indique que l'effet marginal du commerce des services sur le PIB réel est inversement proportionnel à l'augmentation du volume du commerce des biens. Cependant, l'effet global du commerce des services sur le PIB réel est positif. La décomposition de la croissance du PIB montre un effet plus marqué du commerce des biens, même si le commerce des services est important et dans la plupart des pays, plus significatif que l'effet du taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur.

L'instabilité de la croissance, le fort taux de chômage, la dette et les déficits budgétaires dans la région sont autant de raisons de mettre sérieusement en œuvre des réformes structurelles, notamment la libéralisation du commerce de manière générale, et la libéralisation des services, en particulier. Ainsi, les mesures à prendre sont claires. Il s'agit, en premier lieu, d'appliquer des réformes réglementaires pour réduire les barrières commerciales qui entravent le bon fonctionnement des principaux secteurs de services dans les pays d'Afrique du Nord (facilitation du commerce et du transport, notamment les services aériens, l'énergie, le tourisme, les services bancaires et financiers, ainsi que l'information et la communication), notamment l'entrée et les dépenses de fonctionnement des prestataires de services étrangers, afin de stimuler l'investissement et la production pour favoriser la création d'emplois. À cet égard, Chauffour (2012) affirme qu'à moyen terme, il faudrait ouvrir le secteur des services dans les pays de la région (et entre eux) dans les quatre modes de prestations, en plus des

engagements au titre de l'AGCS (Accord général sur le commerce et les services). Par ailleurs, les pays de la région MENA, en particulier les pays d'Afrique du Nord, devraient négocier des normes et critères acceptables pour l'octroi d'agrément aux prestataires de services professionnels en prenant en compte certains facteurs, notamment le niveau d'éducation, les examens de qualification et l'expérience, afin d'assurer la reconnaissance réciproque des compétences et qualifications. Enfin, il va sans dire que la mise en place d'une infrastructure régionale pour les télécommunications, l'énergie, le transport et d'autres services de base, est une condition essentielle pour améliorer la connectivité et la coopération régionales. Cependant, la crise financière internationale de 2007-2008 a remis en question la dépendance vis-à-vis du secteur des services dans différents pays, sachant que ce secteur est fortement tributaire de l'environnement extérieur (tourisme, finances, investissements étrangers dans le bâtiment, la communication, etc.) et, par conséquent, très sensible aux chocs extérieurs. Pour cette raison, il importe de promouvoir les industries à travers des politiques industrielles rationnelles et cohérentes afin de diversifier l'économie et de renforcer sa résilience face aux crises potentielles.

Par ailleurs, si les gouvernements des pays d'Afrique du Nord doivent mettre l'accent sur la libéralisation des services, ils doivent également améliorer les politiques d'éducation afin de répondre aux besoins du secteur des services qui est un gros consommateur de main d'œuvre qualifiée. Il convient de noter que l'éducation, en soi, n'est pas le principal obstacle à l'emploi, mais elle constitue une sérieuse entrave. Une étude effectuée en Égypte par le Centre d'information et d'appui à la décision (2012), a montré que le premier problème du système éducatif résidait dans le décalage entre le programme enseigné et le marché du travail, d'une part, et l'importance accordée à la théorie au détriment des applications pratiques, de l'autre, ce qui a pour effet d'affaiblir le programme. En conséquence, il faut réformer d'urgence les programmes universitaires pour prendre en compte les besoins du marché du travail et faciliter l'entrée des diplômés dans le secteur des services. En outre, les compétences générales, qui sont très demandées par les établissements d'enseignement, constituent également un obstacle à l'entrée des jeunes dans le marché du travail. L'informatique et les langues étrangères sont très recherchées, mais les nouveaux diplômés ne les maîtrisent pas. Il importe donc de prendre en compte ces données pour harmoniser l'enseignement avec les besoins du secteur des services.

En ce qui concerne les accords commerciaux, il faut accorder davantage d'importance au secteur des services, en particulier la mobilité de la main d'œuvre, afin de stimuler la croissance. Il semble que la mobilité de la main d'œuvre s'exprime essentiellement à travers la migration, mais le mode 4 (mouvement des personnes physiques) joue apparemment un rôle modeste dans la région MENA en général, et dans les pays d'Afrique du Nord, en particulier. En effet, à l'exception de certains pays, comme l'Arabie saoudite, les engagements des pays de la région au titre du mode 4 de l'AGCS de l'OMC sont limités, l'accord GAFTA et celui d'Agadir ne concernent pas les services et les seuls accords régionaux internes à la région qui traitent de la mobilité de la main d'œuvre sont ceux qui ont été négociés au sein du Conseil de coopération du Golfe. Certains pays de la région ont également conclu plusieurs accords avec les États-Unis (accords de libre-échange bilatéraux) ou avec l'UE (accords temporaires sur la migration). Le recours au mode 4 pour réduire le chômage des jeunes diplômés et améliorer l'utilisation du capital humain dans la région ne semble pas avoir figuré parmi les priorités en matière de coopération régionale. Le mouvement de la main d'œuvre d'un pays à l'autre demeure soumis à des restrictions sévères. La complexité des procédures pour l'obtention des visas et des permis de travail, la durée limitée de ces documents, l'instauration de quotas pour les travailleurs étrangers, la préférence accordée aux travailleurs locaux et aux étrangers qualifiés, constituent autant d'obstacles à l'application du mode 4. Les programmes de nationalisation des emplois dans certains pays du CCG risquent d'accentuer le caractère restrictif des lois du travail dans les principaux pays importateurs de main d'œuvre. En outre, les problèmes liés à la reconnaissance des qualifications et des professions réglementées, qui sont très protégées de la concurrence, constituent également des obstacles à la mobilité des cadres au sein de la région. Pour cette raison, la suppression (ou tout au moins l'harmonisation) des visas dans les pays hors CCG et l'instauration de permis de travail spéciaux pour les cadres de la région, au titre des accords sur le mode 4, pourraient être envisagées.

D'après Chauffour (2012), les politiques en matière de concurrence sont un élément essentiel de la politique commerciale dans la région MENA. En effet, la concurrence ou rivalité entre entreprises, devrait favoriser l'innovation et l'amélioration des normes. Elle est indispensable pour donner aux consommateurs la possibilité de choisir, de bénéficier de prix réduits et d'utiliser leur argent de façon optimale. Pourtant, dans la plupart des pays d'Afrique du Nord, l'environnement de l'entreprise est particulièrement inefficace et se caractérise par la quasi-absence de politique réelle en matière de concurrence, et par l'extrême lenteur du processus d'entrée et de sortie des entreprises, en raison des entraves et des interventions des pouvoirs publics (Sekkat 2008), en particulier en Égypte et en Tunisie, où les entreprises publiques

contribuent majoritairement à la production industrielle. Aussi, convient-il de renforcer les lois et politiques en matière de concurrence afin de consolider l'effet positif du commerce sur la croissance dans ces pays et améliorer ainsi l'efficacité et la productivité des secteurs de la manufacture et des services. À titre d'exemple, le renforcement de la concurrence permettra d'améliorer la qualité des services de transport aérien et maritime.

Enfin, et ce n'est pas le moins important, étant donné que les flux commerciaux sont encore entravés par plusieurs barrières administratives, il faut moderniser les services douaniers dans les pays d'Afrique du Nord en introduisant l'informatique et en assurant la formation technique du personnel pour mieux lutter contre la fraude. Il faut également renforcer l'automatisation de tous les postes frontaliers en appliquant le système du guichet unique et des corridors commerciaux sous-régionaux. La facilitation du commerce aidera les pays de la région MENA à diversifier leurs exportations, tant au niveau de la composition de leurs exportations que de leurs destinations. En effet, Dennis et Ben Shepherd (2011) ont fait valoir que des coûts fixes d'exportations inférieurs permettent d'élargir la gamme de produits exportables des pays en développement. Les coûts fixes sont perçus comme les principaux déterminants de l'entrée d'une entreprise dans certains marchés de produits à l'étranger. Pour cette raison, ils ont constaté qu'une amélioration de 10 % au niveau de la facilitation des échanges est associée à des gains de diversité des produits de l'ordre de 3 % à 4 %. En outre, il est démontré que des biens différenciés (comme les produits manufacturés) sont davantage dynamisés par la facilitation des échanges (mesuré sous forme d'une réduction uniforme des frais d'administration) que les biens homogènes (tels que les produits agricoles). Dans le cas de l'Afrique du Nord, la diversification des exportations en dehors de l'Europe et vers les marchés (en croissance plus rapide) d'Afrique subsaharienne ou d'Asie de l'Est semble être très important en raison de leur potentiel.

La présente enquête peut s'avérer utile à la lumière des négociations euro-méditerranéennes, et dans le cadre de l'OMC, sur la libéralisation du commerce des biens et services dans la région MENA. Les décideurs pourraient mettre à profit ce genre d'études pour poursuivre les négociations, en particulier sur la libéralisation des services, ce qui est très important, sachant que la politique en matière de commerce (investissement compris) a un rôle important à jouer en aidant les pays à tirer profit des avantages économiques générés par l'intégration des services. C'est la raison pour laquelle tous les gouvernements, quel que soit le niveau de développement de leur pays, reconnaissent aujourd'hui qu'une industrie des services dynamique et efficace joue un rôle vital dans le processus de développement économique et social.

Références

- Arnold, J.M., Javorcik, B. and Mattoo, A. (2011), "Does Services Liberalization Benefit Manufacturing Firms? Evidence from the Czech Republic", *Journal of International Economics*, 85, 136 - 146.
- Arnold, J.M., Javorcik, B., Lipscomb, M. et Mattoo, A.. (2012), "Services Reform and Manufacturing Performance: Evidence from India", *Document de travail et de recherche sur les politiques 5948*, Banque mondiale, Washington D.C.
- Baldwin, R. (2004), "Openness and Growth: What's the Empirical Relationship?", In *NBER Challenges to Globalization: Analyzing the Economics*, ed. Robert E. Baldwin and L. Alan Winters, 499 - 525. University of Chicago Press.
- Barro, R. and Lee, J. (2013) "A New Data Set of Educational Attainment in the World, 1950-2010.", *Journal of Development Economics*, volume 104, pages 184–198.
- Bayraktar, N. et Wang, Y. (2006), "Banking Sector Openness and Economic Growth", *Document de travail et de recherche sur les politiques 4019*, Banque mondiale, Washington D.C.
- Behar, A. and Freund, C. (2011), "The Trade Performance of the Middle East and North Africa," *Middle East and North Africa Working Paper Series 53*, Banque mondiale, Washington D.C.
- Ben-David, D. (1993), "Equalizing Exchange: Trade liberalization and Income Convergence", *Quarterly Journal of Economics*, 108(3), 653 - 679.
- Brochert, I., Gootiiz, B. and Mattoo, A. (2012), "Policy Barriers to International Trade in Services: Evidence from a New Database", *Policy Research Working Paper 6109*, Banque mondiale, Washington D.C.
- [Djankov, S., Freund, C., and Pham, C.S. (2006), "Trading on Time", *Document de travail et de recherche sur les politiques 3909*, Banque mondiale, Washington D.C.
- Dollar, D. (1992), "Outward-Oriented Developing Economies Really Do Grow More Rapidly: Evidence from 95 LDCs, 1976 - 1985", *Economic Development and Cultural Change*, 40, 523 - 544.
- Edwards, S. (1998), "Openness, Productivity and Growth: What Do We Really Know?", *Economic Journal*, 108, 383– 398.
- Eschenbach, F. and Francois, J. (2006), "Capital Movement and Financial Services Trade," Sciences Po, Paris, *mimeo*.
- Eschenbach, F. and Hoekman, B. (2006), "Services Policy Reform and Economic Growth in Transition Economies, 1990-2004," *Review of World Economics*, 142(4), 746 - 64.
- François, J. et Manchin, M. (2007), "Institutional Quality, Infrastructure, and the Propensity to Export," *Document de travail et de recherche sur les politiques 4152*, Banque mondiale, Washington D.C.
- Francois, J. and Schuknecht, L. (1999), "Trade in Financial Services: Procompetitive Effects and Growth Performance," *CEPR Discussion paper 2144*.

Francois, J. F. and Woerz, J. (2008), "Producer Services, Manufacturing Linkages, and Trade", *Journal of Industry Competition and Trade*, 8, 199-229.

Frankel, J.A. and Romer, D. (1999), "Does Trade Cause Growth?", *American Economic Review*, 89 (3), 379 - 399.

Harrison, A. (1996), "Openness and Growth: A Time Series, Cross-Country Analysis for Developing Countries", *Journal of Development Economics*, 48, 419 - 447.

Hesse, H. (2008), "Exports Diversification and Growth", Commission on Growth and Development, Working Paper N° 21, the International Bank for Reconstruction and Development, Banque mondiale, Washington D. C.

Hoekman, B. and Mattoo, A. (2008), "Services Trade and Growth", *Policy Research Working Paper 4461*, Banque mondiale, Washington D.C.

Lee, J.-W. (1993), "International Trade, Distortions, and Long-Run Economic Growth", *International Monetary Fund Staff Papers*, 40 (2), 299 - 328.

Mankiw, N.G., Romer, D. and Weil, D.N. (1992), "A Contribution to the Empirics of Economic Growth", *Quarterly Journal of Economics*, 107 (2), 407 - 437.

Mattoo, A., Rathindran, R. and Subramanian, A. (2006), "Measuring Services Trade Liberalization and Its Impact on Economic Growth: An Illustration", *Journal of Economic Integration*, 21, 64 - 98.

Nabli, M.K. et Veganzones-Varoudakis, M.A. (2004), "Reforms and Growth in MENA Countries: New Empirical Evidence", *Document de travail de la Banque mondiale N° 36*, Banque mondiale, Washington D.C.

Nordås, H.K. (2010), "Trade in goods and services: two sides of the same coin?", *Economic Modelling*, 27, 496-506.

[Rodriguez, F. and Rodrik, D. (2001), "Trade policy and Economic Growth: A Skeptic's Guide to the Cross-National Evidence", In *NBER Macroeconomics Annual 2000*, ed. Ben Bernanke and Kenneth S. Rogoff, 261 - 388. Cambridge: MIT Press.

Sachs, J. and Warner, A. (1995), "Economic Reform and the Process of Global Integration", *Brookings Papers on Economic Activity*, 1995(1), 1 - 118.

Wacziarg, R. (1998), "Measuring the Dynamic Gains from Trade", *Document de travail de la Banque mondiale 2001*, Banque mondiale, Washington D.C.

Banque mondiale (2010), "Recovering From The Crisis", Middle East and North Africa Region – A Regional Economic Update, Washington, D.C.

Banque mondiale (2011), "Investing for Growth and Jobs", World Bank Middle East and North Africa Region Report, Economic Developments and Prospects, Washington, D.C.

OMC (2010), "Measuring trade in services", Rapport annuel de l'OMC 2010 (Suisse).

En arabe

مركز المعلومات و دعم اتخاذ القرار. 2012. "عدم توافق مهارات خريجي التعليم الجامعي و متطلبات سوق العمل للدراسات التجارية و القانونية و الزراعية" مجلس الوزراء

Appendice 1

Tableau A.1 : Liste des pays de la région MENA

Pays exportateurs de pétrole	Pays non exportateurs de pétrole
Algérie	Djibouti
Bahreïn	Égypte
Iran	Israël
Irak	Jordanie
Koweït	Liban
Libye	Maroc
Oman	Malte
Qatar	Palestine
Arabie saoudite	Syrie
EAU	Tunisie
	Yémen

Appendice 2

Tableau A.2 : Résultats macroéconomiques portant uniquement sur les exportations

	Base			Variable nominale pétrole et interaction		
	RE Ln(PIB)	FE Ln(PIB)	AB Ln(PIB)	RE Ln(PIB)	FE Ln(PIB)	AB Ln(PIB)
Ln (Inv.)	0,356*** (0,0271)	0,303*** (0,0260)	0,0735*** (0,0115)	0,305*** (0,0258)	0,276*** (0,0251)	0,0752*** (0,0115)
Ln (Terre)	0,107*** (0,0173)	0,132*** (0,0476)	-0,0476* (0,0269)	0,137*** (0,0185)	0,179*** (0,0466)	-0,0396 (0,0270)
Accroiss. démog.	-0,00564 (0,00816)	-0,000310 (0,00811)	-0,00348 (0,00324)	-0,00781 (0,00763)	-0,00480 (0,00775)	-0,00386 (0,00326)
Scolarisation	0,0143*** (0,00131)	0,0187*** (0,00136)	0,00253*** (0,000697)	0,0153*** (0,00130)	0,0176*** (0,00131)	0,00284*** (0,000711)
Ln (Exp. Biens)	0,640*** (0,104)	0,811*** (0,111)	0,228*** (0,0495)	0,535*** (0,102)	0,682*** (0,107)	0,196*** (0,0575)
Ln (Exp. Services)	0,436*** (0,120)	0,715*** (0,124)	0,164*** (0,0556)	0,540*** (0,120)	0,723*** (0,122)	0,195*** (0,0650)
Ln (Exp. Biens)*Ln(Exp.Ser.)	-0,0230*** (0,00647)	-0,0367*** (0,00672)	-0,00852*** (0,00301)	-0,0214*** (0,00637)	-0,0310*** (0,00652)	-0,00828** (0,00358)
Pétrole				2,691*** (0,562)		
Pétrole*Ln (Exp.Ser)				-0,132*** (0,0336)	-0,141*** (0,0338)	-0,0500*** (0,0160)
Oil*Ln (Exp.Goods)				0,00539 (0,0416)	-0,00376 (0,0421)	0,0449** (0,0200)
Lag Ln (PIB)			0,697*** (0,0203)			0,690*** (0,0207)
Constante	-0,545 (1,880)	-3,610 (2,262)	0,882 (0,999)	-0,596 (1,826)	-2,536 (2,169)	0,826 (1,158)
Observations	356	356	302	356	356	302
R-carré intérieur	0,909	0,914	-	0,921	0,923	-
R-carré intermédiaire	0,936	0,893	-	0,935	0,194	-
R-carré général	0,944	0,909	-	0,952	0,235	-
Numéro de code	18	18	18	18	18	18

Notes : (i.) Erreurs standard entre parenthèses
(ii.) *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

Tableau A.3 : Résultats macroéconomiques portant uniquement sur les importations

	Base			Variable nominale pétrole et interaction		
	RE Ln(PIB)	FE Ln(PIB)	AB Ln(PIB)	RE Ln(PIB)	FE Ln(PIB)	AB Ln(PIB)
Ln (Inv.)	0,294*** (0,0390)	0,240*** (0,0371)	0,0401*** (0,0149)	0,268*** (0,0392)	0,214*** (0,0369)	0,0431*** (0,0150)
Ln (Terre)	0,114*** (0,0231)	0,0639 (0,0522)	-0,0924*** (0,0285)	0,136*** (0,0176)	0,145*** (0,0539)	-0,0787*** (0,0291)
Accroiss. démog;	-0,0101 (0,00882)	-0,0131 (0,00883)	-0,00383 (0,00335)	-0,0212** (0,00879)	-0,0183** (0,00860)	-0,00281 (0,00336)
Scolarisation	0,0178*** (0,00137)	0,0199*** (0,00133)	0,00234*** (0,000736)	0,0146*** (0,00147)	0,0172*** (0,00145)	0,00219*** (0,000739)
Ln (Imp. Biens)	0,981*** (0,130)	1,018*** (0,140)	0,393*** (0,0583)	0,572*** (0,147)	0,781*** (0,151)	0,302*** (0,0727)
Ln (Imp. Services)	0,969*** (0,140)	1,000*** (0,145)	0,348*** (0,0630)	0,610*** (0,146)	0,802*** (0,146)	0,258*** (0,0731)
Ln (Imp. Biens)*Ln(Imp.Ser.)	-0,0466*** (0,00728)	-0,0486*** (0,00774)	-0,0184*** (0,00321)	-0,0214*** (0,00821)	-0,0328*** (0,00827)	-0,0126*** (0,00408)
Pétrole				4,328*** (0,831)		
Pétrole*Ln (Imp.Ser)				-0,0940 (0,0718)	-0,122* (0,0691)	-0,0149 (0,0302)
Pétrole*Ln (Imp.Biens)				-0,111 (0,0852)	-0,0880 (0,0813)	-0,0444 (0,0364)
Lag Ln (PIB)			0,730*** (0,0227)			0,723*** (0,0228)
Constante	-7,605*** (2,235)	-6,594** (2,737)	-1,671 (1,136)	-1,825 (2,326)	-3,226 (2,760)	-0,0636 (1,321)
Observations	357	357	303	357	357	303
R-carré intérieur	0,895	0,897	-	0,902	0,905	-
R-carré intermédiaire	0,87	0,845	-	0,929	0,022	-
R-carré général	0,891	0,865	-	0,947	0,039	-
Numéro de code	18	18	18	18	18	18

Notes : (i.) Erreurs standard entre parenthèses
(ii.) *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Tableau A.4 : Résultats sectoriels portant uniquement sur les exportations

	Base			Variable nominale pétrole et interaction		
	FE Ln(VA)	RE Ln(VA)	AB Ln(VA)	FE Ln(VA)	RE Ln(VA)	AB Ln(VA)
Ln (Inv.)	0,142*** (0,0375)	0,226*** (0,0341)	0,0678*** (0,0205)	0,0799** (0,0373)	0,123*** (0,0363)	0,0696*** (0,0211)
Ln (Terre)	0,195*** (0,0694)	0,278*** (0,0263)	-0,0389 (0,0535)	0,356*** (0,0708)	0,309*** (0,0266)	-0,0399 (0,0536)
Accroiss. démog.	-0,0525*** (0,0115)	-0,0395*** (0,0109)	-0,00524 (0,00576)	-0,0607*** (0,0112)	-0,0554*** (0,0108)	-0,00490 (0,00584)
Scolarisation	0,0148*** (0,00185)	0,0123*** (0,00178)	0,00401*** (0,00149)	0,0129*** (0,00181)	0,0110*** (0,00176)	0,00409*** (0,00151)
Ln (Exportations)	0,167*** (0,0206)	0,188*** (0,0200)	0,0470*** (0,0170)	0,324*** (0,0296)	0,327*** (0,0281)	0,0416* (0,0231)
Variable serv.		1,318*** (0,486)			0,922* (0,475)	
Ln (Exp.) *Variable ser.	0,0410 (0,0284)	0,0158 (0,0281)	-0,0250 (0,0249)	0,0548** (0,0276)	0,0337 (0,0273)	-0,0265 (0,0252)
Lag Ln (VA)			0,702*** (0,0285)			0,702*** (0,0284)
Pétrole					3,549*** (0,486)	
Pétrole*Ln (Exp.)				-0,215*** (0,0299)	-0,189*** (0,0279)	0,00888 (0,0251)
Constante	18,35*** (1,170)	15,14*** (0,594)	6,560*** (1,054)	16,18*** (1,172)	14,22*** (0,608)	6,570*** (1,055)
Observations	798	798	654	798	798	654
R-carré intérieur	0,579	0,575	-	0,607	0,605	-
R-carré intermédiaire	0,836	0,865	-	0,242	0,857	-
R-carré général	0,807	0,846	-	0,19	0,859	-
Numéro de code	50	50	46	50	50	46

Notes : (i.) Erreurs standard entre parenthèses
(ii.) *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Tableau A.5 : Résultats sectoriels portant uniquement sur les importations

	Base			Base		
	FE Ln(VA)	RE Ln(VA)	AB Ln(VA)	FE Ln(VA)	RE Ln(VA)	AB Ln(VA)
Ln (Inv.)	0,0853*	0,126***	0,0595**	0,0720*	0,0925**	0,0604**
	(0,0436)	(0,0418)	(0,0239)	(0,0432)	(0,0428)	(0,0239)
Ln (Terre)	0,341***	0,311***	-0,0248	0,421***	0,326***	-0,0240
	(0,0721)	(0,0274)	(0,0541)	(0,0736)	(0,0277)	(0,0539)
Accroiss. démog.	-0,0739***	-0,0705***	-0,00586	-0,0786***	-0,0790***	-0,00521
	(0,0113)	(0,0104)	(0,00573)	(0,0112)	(0,0106)	(0,00577)
Scolarisation	0,0176***	0,0150***	0,00508***	0,0163***	0,0142***	0,00555***
	(0,00181)	(0,00176)	(0,00149)	(0,00181)	(0,00179)	(0,00152)
Ln (Importations)	0,199***	0,254***	0,000725	0,314***	0,342***	-0,0184
	(0,0428)	(0,0407)	(0,0285)	(0,0499)	(0,0469)	(0,0342)
Variable serv.		-0,397			-0,404	
		(0,835)			(0,828)	
Ln (Imp.)*Variable ser.	0,187***	0,131***	0,0701*	0,185***	0,131***	0,0707*
	(0,0501)	(0,0480)	(0,0412)	(0,0495)	(0,0476)	(0,0412)
Lag Ln (VA)			0,728***			0,727***
			(0,0269)			(0,0267)
Pétrole					3,347***	
					(0,842)	
Pétrole*Ln (Imp.)				-0,221***	-0,175***	0,0381
				(0,0507)	(0,0477)	(0,0376)
Constante	15,91***	15,07***	6,010***	14,72***	13,89***	6,077***
	(1,270)	(0,685)	(1,056)	(1,284)	(0,765)	(1,054)
Observations	799	799	656	799	799	656
R-carré intérieur	0,564	0,561	-	0,575	0,572	-
R-carré intermédiaire	0,757	0,845	-	0,327	0,84	-
R-carré général	0,749	0,855	-	0,298	0,864	-
Numéro de code	50	50	46	50	50	46

Notes : (i.) Erreurs standard entre parenthèses
(ii.) *** $p < 0,01$, ** $p < 0,05$, * $p < 0,1$

Tableau A.6 : Résultats macroéconomiques relatifs au commerce en fonction du nombre moyen d'années de scolarisation

	Base			Variable nominale pétrole et interaction		
	RE Ln(PIB)	FE Ln(PIB)	AB Ln(PIB)	RE Ln(PIB)	FE Ln(PIB)	AB Ln(PIB)
Ln (Inv.)	0,569*** (0,0407)	0,361*** (0,0374)	0,0718*** (0,0146)	0,623*** (0,0448)	0,360*** (0,0368)	0,0779*** (0,0149)
Ln (Terre)	0,0607*** (0,0121)	-0,0406 (0,0568)	0,0228 (0,0198)	0,0846*** (0,0160)	-0,0392 (0,0598)	0,00848 (0,0211)
Accroiss. démog.	-0,00632 (0,00807)	0,000230 (0,00618)	0,00167 (0,00210)	-0,00834 (0,00989)	-0,00648 (0,00625)	0,000475 (0,00226)
Nomb. moyen d'années de scolarisation	0,0834*** (0,0120)	0,195*** (0,0113)	0,0346*** (0,00653)	0,0464*** (0,0116)	0,206*** (0,0127)	0,0323*** (0,00687)
Ln (Biens)	-0,0864 (0,266)	-0,893*** (0,208)	-0,119 (0,0800)	-0,486 (0,327)	-1,007*** (0,213)	-0,154* (0,0837)
Ln (Services)	-0,415 (0,288)	-1,069*** (0,219)	-0,222*** (0,0855)	-0,518 (0,335)	-1,124*** (0,215)	-0,214** (0,0869)
Ln (Biens)*Ln (Ser.)	0,0218 (0,0149)	0,0598*** (0,0115)	0,0110** (0,00451)	0,0372** (0,0180)	0,0639*** (0,0114)	0,0117** (0,00462)
Pétrole				1,551*** (0,543)		
Pétrole*Ln (Services)				0,0795 (0,0842)	-0,143** (0,0723)	-0,0573** (0,0260)
Pétrole*Ln (Biens)				-0,134 (0,0912)	0,224*** (0,0769)	0,0649** (0,0283)
Ln décalé (PIB)			0,798*** (0,0215)			0,795*** (0,0218)
Constante	9,702* (5,016)	28,21*** (4,304)	4,672*** (1,750)	12,69** (6,002)	29,29*** (4,278)	4,999*** (1,789)
Observations	272	272	256	265	265	249
R-carré intérieur	0,898	0,932	-	0,863	0,934	-
R-carré intermédiaire	0,941	0,545	-	0,967	0,479	-
R-carré général	0,941	0,577	-	0,958	0,415	-
Numéro de code	10	10	10	10	10	10

Notes : (i.) Erreurs standard entre parenthèses
(ii.) *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

Tableau A.7 : Résultats macroéconomiques relatifs aux exportations en fonction du nombre moyen d'années de scolarisation

	Base			Variable nominale pétrole et interaction		
	RE Ln(PIB)	FE Ln(PIB)	AB Ln(PIB)	RE Ln(PIB)	FE Ln(PIB)	AB Ln(PIB)
Ln (Inv.)	0,525*** (0,0336)	0,381*** (0,0334)	0,0891*** (0,0139)	0,706*** (0,0411)	0,339*** (0,0317)	0,0924*** (0,0139)
Ln (Terre)	0,0823*** (0,0133)	-0,0117 (0,0544)	0,0182 (0,0196)	0,0182 (0,0154)	-0,0566 (0,0535)	0,00554 (0,0207)
Accroiss. démog.	-0,00191 (0,00669)	0,00123 (0,00588)	0,000266 (0,00207)	-0,0144 (0,00980)	0,00626 (0,00562)	-0,00167 (0,00218)
Nombre moyen d'années de scolarisation	0,131*** (0,0116)	0,190*** (0,0110)	0,0354*** (0,00649)	0,0190* (0,0115)	0,180*** (0,0105)	0,0349*** (0,00654)
Ln (Exp. Biens)	-0,304* (0,157)	-0,701*** (0,141)	-0,124** (0,0563)	-0,535** (0,247)	-0,920*** (0,141)	-0,165*** (0,0600)
Ln (Exp. Services)	-0,669*** (0,172)	-0,971*** (0,151)	-0,180*** (0,0616)	-0,711*** (0,243)	-1,042*** (0,141)	-0,191*** (0,0618)
Ln (Exp. Biens)*Ln (Exp.Ser.)	0,0335*** (0,00934)	0,0531*** (0,00830)	0,00987*** (0,00340)	0,0440*** (0,0143)	0,0638*** (0,00798)	0,0112*** (0,00352)
Pétrole				-0,0704 (0,719)		
Pétrole*Ln (Exp.Ser)				-0,161*** (0,0613)	-0,141*** (0,0445)	-0,0355** (0,0175)
Pétrole*Ln (Exp.Biens)				0,147** (0,0636)	-0,0190 (0,0511)	0,0655*** (0,0207)
Lag Ln (PIB)			0,794*** (0,0221)			0,795*** (0,0225)
Constante	14,83*** (2,895)	28,21*** (4,304)	4,277*** (1,291)	14,67*** (4,304)	28,72*** (2,889)	4,672*** (1,340)
Observations	272	272	256	272	272	256
R-carré intérieur	0,926	0,932	-	0,875	0,946	-
R-carré intermédiaire	0,927	0,545	-	0,966	0,004	-
R-carré général	0,923	0,577	-	0,958	0,055	-
Numéro de code	10	10	10	10	10	10

Notes : (i.) Erreurs standard entre parenthèses
(ii.) *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Tableau A.8 : Résultats macroéconomiques relatifs aux importations en fonction du nombre moyen d'années de scolarisation

	Base			Variable nominale pétrole et interaction		
	RE Ln(PIB)	FE Ln(PIB)	AB Ln(PIB)	RE Ln(PIB)	FE Ln(PIB)	AB Ln(PIB)
Ln (Inv.)	0,601*** (0,0424)	0.408*** (0,0406)	0.0610*** (0,0161)	0,596*** (0,0517)	0,356*** (0,0384)	0,0614*** (0,0163)
Ln (Terre)	0,0623*** (0,0143)	-0,0287 (0,0594)	0,0331 (0,0206)	0,0791*** (0,0148)	-0,0570 (0,0558)	0,0382* (0,0213)
Accroiss. démog.	-0,0102 (0,00764)	-0,000669 (0,00646)	0,00197 (0,00218)	-0,00937 (0,0101)	0,00881 (0,00627)	-0,00163 (0,00238)
Nombre moyen d'années de scolarisation	0,129*** (0,0125)	0,204*** (0,0112)	0,0296*** (0,00655)	0,0557*** (0,0105)	0,198*** (0,0117)	0,0240*** (0,00692)
Ln (Imp. Biens)	-0,178 (0,283)	-0,813*** (0,236)	-0,0632 (0,0883)	0,105 (0,349)	-0,984*** (0,220)	-0,0708 (0,0896)
Ln (Imp. Services)	-0,0504 (0,308)	-0,824*** (0,254)	-0,168* (0,0947)	0,160 (0,375)	-0,977*** (0,239)	-0,124 (0,0972)
Ln (Imp. Biens)*Ln (Imp.Ser.)	0,0121 (0,0164)	0,0521*** (0,0136)	0,00837 (0,00513)	0,00379 (0,0203)	0,0641*** (0,0127)	0,00713 (0,00521)
Pétrole				5,512*** (1,263)		
Pétrole*Ln (Imp.Ser)				0,176** (0,0697)	-0,116 (0,0714)	-0,0808*** (0,0284)
Pétrole*Ln (Imp.Biens)				-0,446*** (0,112)	-0,138* (0,0808)	0,147*** (0,0351)
Lag Ln (PIB)			0,794*** (0,0221)			0,836*** (0,0220)
Constante	7,549 (5,163)	24,06*** (4,680)	4,277*** (1,291)	1,493 (6,322)	28,83*** (4,392)	2,250 (1,854)
Observations	272	272	256	272	272	256
R-carré intérieur	0,908	0,927	-	0,863	0,938	-
R-carré intermédiaire	0,901	0,599	-	0,971	0,031	-
R-carré général	0,904	0,624	-	0,959	0,008	-
Numéro de code	10	10	10	10	10	10

Notes : (i.) Erreurs standard entre parenthèses
(ii.) *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

Tableau A.9 : Contribution à la croissance du PIB (sur la base des estimations FE)

	1980-1999						
	Biens	Services	Inv.	Pop.	Scolarisation	Terre	Total
BHR	26,3 %	75,5 %	-7,6 %	0,0 %	5,8 %	0,0 %	100,0 %
DJI	66,2 %	28,3 %	11,1 %	0,0 %	-5,7 %	0,0 %	100,0 %
DZA	-181,1 %	312,0 %	-23,8 %	0,0 %	-7,1 %	0,0 %	100,0 %
EGY	31,0 %	46,9 %	22,7 %	0,0 %	-0,7 %	0,0 %	100,0 %
IRN	43,9 %	-38,5 %	87,1 %	0,0 %	7,5 %	0,0 %	100,0 %
ISR	42,7 %	32,2 %	24,5 %	0,0 %	0,6 %	0,0 %	100,0 %
JOR	53,4 %	25,0 %	20,2 %	0,0 %	1,4 %	0,0 %	100,0 %
KWT	67,0 %	22,4 %	8,9 %	0,0 %	1,6 %	0,0 %	100,0 %
MAR	57,9 %	23,1 %	18,4 %	0,0 %	0,6 %	0,0 %	100,0 %
MLT	52,4 %	29,0 %	16,4 %	0,0 %	2,2 %	0,0 %	100,0 %
OMN	31,8 %	45,0 %	15,8 %	0,0 %	7,5 %	0,0 %	100,0 %
SAU	-53,9 %	-53,9 %	155,9 %	0,0 %	51,9 %	0,0 %	100,0 %
SYR	45,5 %	44,5 %	10,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	100,0 %
TUN	53,2 %	27,7 %	17,4 %	0,0 %	1,7 %	0,0 %	100,0 %
WBG	37,5 %	36,9 %	24,2 %	0,0 %	1,4 %	0,0 %	100,0 %
MENA	44,8 %	30,3 %	21,7%	0,0 %	3,2 %	0,0 %	100,0 %
	2000-2010						
	Biens	Services	Inv.	Pop.	Scolarisation	Terre	Total
DJI	32,3 %	31,0 %	52,4 %	0,0 %	4,3 %	0,0 %	100,0 %
DZA	18,7 %	43,9 %	36,7 %	0,0 %	1,5 %	0,0 %	100,0 %
EGY	64,5 %	42,7 %	11,5 %	0,0 %	0,2 %	0,0 %	100,0 %
IRN	84,1 %	53,4 %	7,2 %	0,0 %	0,5 %	0,0 %	100,0 %
ISR	66,7 %	67,0 %	3,8 %	0,0 %	0,8 %	0,0 %	100,0 %
JOR	61,9 %	57,9 %	20,2 %	0,0 %	0,5 %	0,0 %	100,0 %
KWT	54,4 %	52,4 %	27,4 %	0,0 %	-0,4 %	0,0 %	100,0 %
LBN	45,0 %	31,8 %	13,8 %	0,0 %	0,5 %	0,0 %	100,0 %
LBY	39,8 %	-53,9 %	26,0 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %	100,0 %
MAR	47,5 %	53,2 %	18,4 %	0,0 %	0,4 %	0,0 %	100,0 %
MLT	31,4 %	37,5 %	5,8 %	0,0 %	2,6 %	0,0 %	100,0 %
OMN	43,2 %	37,5 %	37,1 %	0,0 %	1,0 %	0,0 %	100,0 %
SAU	67,3 %	37,5 %	9,6 %	0,0 %	0,9 %	0,0 %	100,0 %
TUN	59,0 %	37,5 %	13,8 %	0,0 %	1,2 %	0,0 %	100,0 %
WBG	13,1 %	37,5 %	46,3 %	0,0 %	-2,5 %	0,0 %	100,0 %
YEM	48,6 %	37,5 %	3,6 %	0,0 %	1,6 %	0,0 %	100,0 %
MENA	54,3 %	24,9 %	19,9 %	0,0 %	1,0 %	0,0 %	100,0 %

Source : calculs des auteurs.

Tableau A.10 : Contribution à la croissance du PIB (sur la base des estimations AB)

	1980-1999						
	Biens	Services	Inv.	Pop.	Scolarisation	Terre	Total
BHR	34,7 %	68,4 %	-5,1 %	0,0 %	1,9 %	0,0 %	100,0 %
DJI	73,7 %	21,6 %	6,3 %	0,0 %	-1,6 %	0,0 %	100,0 %
DZA	-945,4 %	1117,6 %	-62,9 %	0,0 %	-9,3 %	0,0 %	100,0 %
EGY	41,6 %	43,2 %	15,4 %	0,0 %	-0,2 %	0,0 %	100,0 %
IRN	69,2 %	-41,7 %	69,5 %	0,0 %	3,0 %	0,0 %	100,0 %
ISR	55,2 %	28,5 %	16,0 %	0,0 %	0,2 %	0,0 %	100,0 %
JOR	65,8 %	21,2 %	12,6 %	0,0 %	0,4 %	0,0 %	100,0 %
KWT	76,8 %	17,6 %	5,1 %	0,0 %	0,5 %	0,0 %	100,0 %
MAR	69,6 %	19,1 %	11,2 %	0,0 %	0,2 %	0,0 %	100,0 %
MLT	64,6 %	24,5 %	10,2 %	0,0 %	0,7 %	0,0 %	100,0 %
OMN	43,9 %	42,5 %	11,0 %	0,0 %	2,6 %	0,0 %	100,0 %
SAU	-5040,6 %	-3458,7 %	7375,6 %	0,0 %	1223,6 %	0,0 %	100,0 %
SYR	56,1 %	37,7 %	6,2 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	100,0 %
TUN	65,3 %	23,3 %	10,8 %	0,0 %	0,5 %	0,0 %	100,0 %
WBG	49,8 %	33,5 %	16,2 %	0,0 %	0,5 %	0,0 %	100,0 %
MENA	57,9 %	26,9 %	14,2 %	0,0 %	3,2 %	0,0 %	100,0 %
	2000-2010						
	Biens	Services	Inv.	Pop.	Scolarisation	Terre	Total
DJI	47,8 %	11,3 %	39,3 %	0,0 %	1,6 %	0,0 %	100,0 %
DZA	27,8 %	44,0 %	27,6 %	0,0 %	0,6 %	0,0 %	100,0 %
EGY	74,4 %	18,8 %	6,7 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %	100,0 %
IRN	89,9 %	6,0 %	3,9 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %	100,0 %
ISR	75,4 %	22,2 %	2,2 %	0,0 %	0,2 %	0,0 %	100,0 %
JOR	73,5 %	14,2 %	12,2 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %	100,0 %
KWT	67,2 %	15,8 %	17,1 %	0,0 %	-0,1 %	0,0 %	100,0 %
LBN	56,2 %	34,9 %	8,7 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %	100,0 %
LBY	52,1 %	30,6 %	17,2 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	100,0 %
MAR	59,4 %	28,8 %	11,7 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %	100,0 %
MLT	41,1 %	54,2 %	3,8 %	0,0 %	0,9 %	0,0 %	100,0 %
OMN	57,5 %	17,2 %	25,0 %	0,0 %	0,3 %	0,0 %	100,0 %
SAU	76,8 %	17,4 %	5,5 %	0,0 %	0,3 %	0,0 %	100,0 %
TUN	70,2 %	21,2 %	8,3 %	0,0 %	0,4 %	0,0 %	100,0 %
WBG	20,1 %	45,1 %	35,8 %	0,0 %	-1,0 %	0,0 %	100,0 %
YEM	58,9 %	38,4 %	2,2 %	0,0 %	0,5 %	0,0 %	100,0 %
MENA	66,5 %	20,9 %	12,3 %	0,0 %	0,3 %	0,0 %	100,0 %

Source : calculs des auteurs.

